

Dix-neuvième année

N° 83

4^{ème} trimestre 1998

40 FF

Belgique 240 FB

ISSN 0249-0072

Les Nouvelles d'Afghanistan

*Mazâr-e Charif
Témoignages
sur des massacres*

*Kaboul
Les droits bafoués
des enfants*

*Patrimoine
Le saccage archéologique*

*Société
Les femmes afghanes
dans l'histoire du dernier siècle*



Tous ensemble

C'est un slogan un peu à la mode, mais une fois de plus il a montré son pouvoir mobilisateur. Nous avons été nombreux, en effet, à nous retrouver le 21 novembre sur le Parvis des droits de l'Homme à Paris, à l'appel du Collectif "Tous ensemble pour l'Afghanistan". Il s'agissait d'exprimer fortement la volonté d'en finir avec la guerre, les exactions, le déni des droits des personnes et les ingérences étrangères. Oui, avon-nous dit : "tous les Afghans ont le droit de vivre dans la paix et la justice".

L'attitude des participants venant, en signe d'espoir, déposer avec gravité et recueillement une petite bougie sur la carte de l'Afghanistan dessinée sur le sol, était particulièrement émouvant. C'était un moment fort que celui-là où, dépassant les clivages politiques ou malheureusement ethniques, mais unis par une foi commune en un avenir meilleur dans un Afghanistan solidaire et indépendant, tant de personnes se sont penchées pour déposer leur petite lumière.

Un autre moment fort fut la soirée autour de Mahwash et du groupe de musiciens qui l'accompagnaient. "La vie du voyageur est difficile" chanta Mahwach, avant de clore si superbement par le chant du Mathnawi de Djâlaluddin Roumi : "Ecoute de la flûte en roseau l'histoire : des séparations elle chante la plainte". Sur un autre registre que quelques heures plus tôt, la ferveur qui entourait la chanteuse portait le même témoignage de l'existence d'une âme commune bien vivante. "Cela faisait longtemps que je n'avais pas vu des Afghans de toutes les origines ainsi rassemblés", m'affirma un spectateur lui-même afghan.

On ne peut se contenter de symboles. Mais leur vitalité même est un signe que le chemin de la paix n'est pas sans issue.

Que faut-il faire maintenant ? Est-il du rôle d'une association comme AFRANE d'aller plus loin dans ce domaine de la réflexion et de concertation sur les chemins qui conduisent à la paix ? Nous n'en avons guère la compétence, mais nous sentons aussi que chacun doit se mettre en route sans attendre que toutes les conditions soient remplies. Quoi qu'il en soit, les colonnes des Nouvelles d'Afghanistan accueilleront volontiers, et elles le font déjà, les textes de nos lecteurs qui pourraient contribuer à cette réflexion.

Notre rassemblement a été à l'origine, nous le savons, de très nombreuses discussions parmi les Afghans de France. Certains l'ont accepté d'enthousiasme. D'autres l'ont craint trop partisan, d'autres encore pas assez ! C'est la loi du genre. Ceux qui sont venus se sont dits très satisfaits et très encouragés de se voir ainsi très largement rassemblés. C'est certainement en se rassemblant plus largement encore que les Afghans pourront reconstruire l'Afghanistan uni, solidaire et indépendant que nous appelons tous de nos vœux.

Etienne GILLE
(le 23 novembre)

Site Internet AFRANE/CEREDAF

http://ourworld.compuserve.com/homepages/afghanistan_France/

Les Nouvelles d'Afghanistan

SOMMAIRE N° 83

AUJOURD'HUI

Témoignages sur les massacres de Mazâr-e Charif _____ 3

Voyage en Hazaradjat _____ 5

Les droits bafoués des enfants de Kaboul
par Olivier TIRARD-COLLET _____ 6

PATRIMOINE

Qui est concerné par le saccage du patrimoine archéologique afghan ?
par Zemaryalai TARZI _____ 10

CULTURE ET TRADITION

Le soufisme est une partie essentielle de la culture afghane
par Weiss SIDIQIAN _____ 15

TRIBUNE LIBRE
Les Tâlebân ont une vision très particulière de l'islam
par Ahmed JABALLAH _____ 17

SOCIÉTÉ
Les femmes afghanes dans l'histoire du dernier siècle
par Nancy HATCH-DUPREE _____ 18

ACTUALITÉ
Chronologie, brèves, bibliographie... 22

LETTRE DE KABOUL
La vie d'une jeune fille afghane sous le gouvernement des Tâlebân _____ 28

Photo de couverture :

Kaboul, 1^{er} mai 1972. Les élèves du lycée Zarghouna dénoncent leur condition inférieure de femme ainsi que l'exploitation des travailleurs.

« Marchons vers la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le progrès » tel est le texte des slogans contestataires.

Voir l'article de N. Dupree, page 18.

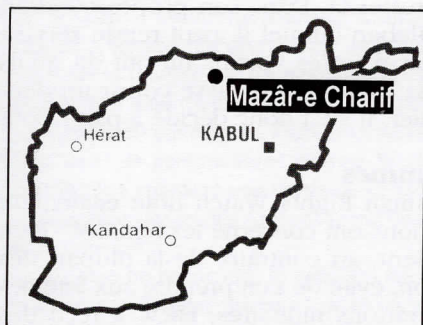
Photo copyright Laurence Brun.

Les Nouvelles d'Afghanistan

BP 254 75524 PARIS Cedex 11

Témoignages sur les massacres de Mazâr-e Charif

Lors de la prise de Mazâr-e Charif en août, les Tâlebân se sont livrés à des massacres de grande enseigne contre la population hazâra qui ont été révélés par Amnesty International dès le 3 septembre. Le fait que ces massacres faisaient suite à des exécutions de masses commises l'an dernier contre les combattants Tâlebân cette fois ne diminue en rien l'horreur de ces crimes. Commis à grande échelle pendant plusieurs jours, ils ont été perpétrés à l'évidence avec l'accord des chefs des Tâlebân. Ils ont même été probablement planifiés pour terroriser la population par des responsables qui ont déclaré par la suite que derrière chaque civil hazara se cachait un combattant potentiel. Jusqu'à présent l'accès de Mazâr-e Charif est resté fermé aux journalistes. Voici quelques témoignages.



“Cela fait une semaine que je suis arrivée à Quetta avec mes trois filles. Notre voyage a duré quinze jours. Mon mari avait quitté Mazâr-e Charif avant l'arrivée des Tâlebân. Je ne sais pas ce qu'il est devenu. L'arrivée des Tâlebân à Mazâr s'est faite de manière sauvage. Il y a eu des crimes et des tueries bien plus que nous pouvions imaginer. Les premiers jours, ils tuaient tous ceux qu'ils voyaient, les petits comme les grands, les vieux et les jeunes, les femmes et les hommes. Ensuite ils ne se sont plus occupés des femmes et des enfants. Ils faisaient sortir les hommes des maisons et leur coupaient la gorge au couteau ou bien les fusillaient. Cela a duré une semaine. Les tués étaient des Hazaras. Pendant une semaine des milliers de Tâlebân se sont livrés au massacre de milliers de personnes, jusqu'à ce que la ville de Mazâr et les villages environnants aient été nettoyés des hommes et des jeunes civils sans défense. Les forces

de Dostam, de Mohaqiq⁽¹⁾ et des autres avaient quitté la ville auparavant. Ceux qui sont tombés entre les mains des Tâlebân et ont été tués, parmi lesquels il y avait des boutiquiers et des manœuvres, on ne peut pas les compter. Je pense qu'ils étaient des milliers. Les rues, les ruelles, les terrains autour de la ville étaient pleines de corps. Les femmes couvertes de leur voile erraient à la recherche du corps de leur mari ou de leur fils afin de les enterrer. Mais pendant une semaine personne n'a eu l'autorisation de procéder à des enterrements. Les Tâlebân refusaient pour que les autres comprennent la leçon. Certains enterraient leurs morts dans la cour de leur maison, en cachette des Tâlebân.

La ville de Mazâr-e Charif sentait mauvais. On ne pouvait ni boire ni manger. Les enfants tombaient malades et avaient la fièvre. L'odeur des corps rendait malades les survivants. Les survivants essayaient de retrouver les corps de leurs proches. Pour certains c'était difficile, car partout on voyait des têtes sans corps et des corps sans tête. Les corps ne restaient pas intacts car les chiens les mangeaient. Après deux trois jours, il ne restait que les os. Les chiens de Mazâr-e Charif mangent maintenant les hommes”.

(Témoignage digne de foi recueilli par un collaborateur d'AFRANE, auprès d'une femme récemment arrivée à Quetta, Pakistan)

(1) L'un des chefs du parti Wahdat

Le rapport d'Human Rights Watch

En novembre 1998, l'ONG Human Rights Watch a publié sur le site <http://www.hrw.org/hrw/reports98/afghan/> une synthèse de témoignages recueillis au Pakistan sur les exactions qui ont suivi la prise de Mazar-e Charif le 8 août par les Tâlebân et des Pachtouns ralliés de Balkh, un an après le massacre de plus de 2 000 combattants Tâlebân par les forces du général Malek.

Outre les victimes de la "folie meurtrière" qui semblait habiter les Tâlebân quand ils sont entrés dans la ville et qu'ils tiraient sur tout ce qui bougeait, il est possible que des centaines au moins de civils paniqués aient été tués par les forces de l'opposition qui battaient en retraite ou par des fusillades alors qu'ils tentaient de fuir la ville.

Pendant les jours qui ont suivi, les Tâlebân ont procédé à la recherche systématique des hommes des minorités hazara, tadjike et ouzbèke de la ville, ainsi que d'armes, y compris à l'hôpital. Des hommes et des garçons hazaras en particulier ont été sommairement tués pendant la fouille systématique des maisons de la ville. Des milliers d'hommes ont été détenus dans la prison surpeuplée de la ville avant d'être emmenés dans des conteneurs en camion vers d'autres villes dont Cheberghan, Hérat et Kandahar. A deux reprises, dans les camions qui ont atteint Cheberghan, la quasi totalité des hommes détenus à l'intérieur de leur grande remorque

métallique fermée étaient mourants ou morts en raison de la chaleur et du manque d'air. Fin octobre quelque 4 500 hommes restaient en détention.

En l'absence d'une enquête à grande échelle, il est difficile de savoir combien de personnes ont été tuées pendant les semaines qui ont suivi la prise de Mazar-e Charif par les Tâlebân, mais, selon les témoignages recueillis par l'ONG, le chiffre pourrait dépasser les 2 000 (1). De nombreux civils sont aussi morts sous les bombardements et les tirs de roquettes alors qu'ils fuyaient la ville vers le sud en direction des montagnes d'Alborz. Selon plusieurs témoignages, des femmes et des filles hazaras auraient été violées et enlevées à Mazar, à Saïdabad, à Karte Ariana et à Ali Tchopan pendant la prise de la ville.

Pendant plusieurs semaines, le gouverneur tâleb de la ville, M. Niazi a prononcé des discours enflammés contre les Hazaras, dans lesquels il leur donnait le choix entre devenir sunnites, quitter l'Afghanistan ou être tués.

Ph. F.

(1) Depuis ce dossier, l'ONU a également publié un rapport évaluant à plus de 8000 le nombre des tués. A la date où nous bouclons ce numéro, nous n'avons eu accès qu'à une courte synthèse de ce document. Voir aussi la chronologie et la bibliographie.

Quelques témoignages extraits du rapport d'Human Rights Watch

D'un commerçant :

Du toit de ma boutique j'ai vu de la fumée venant de l'ouest. Je suis sorti de ma boutique et suis allé vers le quartier de la douane d'où venaient les gens qui s'enfuyaient. C'était le chaos. Les gens couraient et étaient touchés par des voitures qui tentaient de partir. Les étals du marché étaient renversés (...).

D'un Tadjik :

Je vivais à Karte Bokhti. Le troisième jour, les Tâlebân ont commencé à fouiller les maisons à la recherche de Hazaras. Ils demandaient : où sont les maisons des Hazaras ? Il y en avait seulement une près de chez nous. Quatre jeunes y habitaient. Tadjiks, Ouzbeks et Hazaras, nous avons tous été mis dans un camion, mais les mains des quatre Hazaras ont été liées très serré et ils ont été emmenés ailleurs. Il y avait deux autres hazaras avec nous. Quand le camion s'est arrêté près du quartier de la douane, les deux Hazaras ont été emmenés au carrefour derrière la douane. Un Tâlebân les a poussés et leur a tiré dans la tête. On m'a dit plus tard que les quatre autres avaient été conduits à Takhaneya Mahdia et tués. C'étaient des travailleurs, pas des combattants. Ils avaient 19 ou 20 ans.

Le témoin a été détenu une nuit avec d'autres Tadjiks et Ouzbeks à un endroit derrière la douane. Le jour suivant, ils ont été conduits en prison. Ensuite, il a été relâché. Il a été témoin d'une autre exécution sommaire. Il s'agissait cette fois d'un Tadjik.

"Un jeune Tadjik avait été tué et le Tâleb était encore là. Le père pleurait : "Pourquoi as-tu tué mon fils ? Nous sommes tadjiks" Et le Tâleb de répondre : "Pourquoi ne l'as-tu pas dit ?".

Un autre témoin raconte que les 13 et 14 août, les

Tâlebân sont venus chez lui en disant qu'ils cherchaient les Hazaras. Le témoin lui-même était Hazara et cachait chez lui une famille hazara. Un voisin qui savait le pachtou a affirmé aux Tâlebân qu'il n'y avait pas de Hazaras. Dès qu'ils ont entendu parler le pachtou, ils sont partis. Craignant d'être reconnu, le témoin s'est rendu dans un quartier à dominance sunnite, mais les habitants lui ont dit de ne pas rester là. Dans son propre quartier, un partisan des Tâlebân auquel il avait rendu service lui a dit de partir et d'autres voisins lui ont dit qu'ils avaient peur que sa présence ne fasse courir un danger à toute le quartier. Il s'est donc décidé à partir pour le Pakistan.

Le sort des femmes

Le rapport d'Human Rights Watch note également que certaines exactions ont concerné les femmes. "Bien que les Tâlebân aient, au contraire de la plupart des partis de l'opposition, évité de s'en prendre aux femmes pendant leurs opérations militaires, HRW a reçu des rapports fiables selon lesquels des jeunes femmes ont été enlevées par les Tâlebân dans un certain nombre de quartiers de Mazar. Leur sort est inconnu".

Une infirmière a tenté de se suicider en avalant plus de 20 comprimés. Un médecin a pu lui faire un lavage d'estomac. Elle vivait à Ali Tchopan, mais sa famille résidait ailleurs. Elle était sortie pour voir sa maison quand elle a été prise par les Tâlebân. Au début, elle ne voulait rien nous dire, mais elle a fini par nous raconter que les Tâlebân l'avaient enfermée dans une maison avec 20 ou 25 autres filles. Elles ont été violées chaque nuit. Elles étaient toutes hazaras. Elle a été la seule à être relâchée. Un Tâleb lui a dit que maintenant elles étaient halâl (licites) et qu'elle devait aller chez ses parents à lui à Kandahar pour l'attendre et se marier avec lui. Il lui a donné un laissez-passer et sa carte d'identité pour qu'elle se rende au QG des Tâlebân et de là à Kandahar. Au lieu de cela elle s'est enfuie.

Voyage en Hazaradjat

Ce voyage raconté par un Afghane rentrant chez lui après une année d'absence s'est déroulé au printemps de cette année. Depuis, la situation en Hazaradjat a radicalement changé avec la conquête par les Tâlebân de l'ensemble de la région. Cependant il nous a semblé que ce récit permet de bien prendre conscience des difficultés auxquelles les habitants de la région se trouvaient confrontés du fait notamment du blocus auxquels ils étaient soumis. Par prudence, nous avons jugé préférable de ne pas donner d'indications géographiques plus précises.

Je suis arrivé à Bâmyân par un vol de la Croix Rouge International à laquelle j'avais été présenté par une ONG amie. Il faisait très froid et venteux en ce milieu d'avril et l'on pouvait apercevoir la neige sur les montagnes voisines. J'étais très heureux car j'étais de retour en Hazaradjat.

La voiture de Solidarités, une ONG française, attendait à l'aéroport au cas où le vol leur apporterait quelque chose du Pakistan. Ils m'ont abordé amicalement et nous nous sommes présentés mutuellement. Voyant que je n'avais pas de point de chute à Bâmyân, ils ont proposé très gentiment de m'héberger.

Je suis resté chez eux trois jours. Comme la route était bloquée par la neige et les ruisseaux, aucun camion ne partait vers ma région. Je finis par décider de m'y rendre à pied et partis donc le quatrième jour avec mes 30 kg de bagages. Je marchais ainsi durant quatre heures. J'étais si fatigué que je pris conscience que je ne pourrais pas marcher ainsi pendant toute une semaine. J'avais faim et soif et me demandais comment je pourrais trouver à manger et à boire du thé. Arrivé à un village, je voulus acheter du pain. Mais on me répondit qu'il n'y avait pas de pain à vendre : ils n'avaient même pas de quoi nourrir leurs enfants ! Comme il n'y avait plus de blé, ils mangeaient des pommes de terre et des légumes. Après que j'eus insisté, quelqu'un m'apporta quelques pommes de terre et de l'eau chaude.

Je trouvai aussi un âne pour porter mes bagages et un cheval et je parvins à atteindre mon village au bout de sept jours. Tout le long du chemin, j'eus du mal à trouver de la nourriture, car les gens en manquaient.

J'ai reçu de nombreuses demandes d'écoles

Cette fois ci, le Hazaradjat était différent des autres années. Les gens étaient tristes, inquiets pour le futur. Chacun se plaignait de la faim et de manquer de nourriture pour pouvoir survivre. Beaucoup voulaient quitter le pays pour aller en Iran ou au Pakistan et cherchaient à se procurer de l'argent pour le voyage. Ils voulaient vendre leurs animaux et leur maison, mais personne n'achetait, même à moitié prix, par manque d'argent. Certaines familles remettaient tous leurs biens à leurs proches et partaient pour le Pakistan ou l'Iran. Dans tous les districts où je suis allé, j'ai vu beaucoup de familles partir, à cause de la faim, à cause du blocus

imposé par les Tâlebân qui ne laissaient rien rentrer.

Chez moi, c'était encore pire, car, du fait de l'altitude, il n'y a pas beaucoup d'eau et les habitants ne récoltent pas beaucoup de blé. Le gros problème est que les gens ne peuvent pas vendre leurs animaux ou leurs produits artisanaux.

Comme certains élèves n'étaient pas venus à l'école pour quelques jours, nous avons été chez eux et avons appris qu'ils n'avaient pas de pain à apporter à l'école. Ils n'avaient que des légumes qu'ils mangeaient à la maison. Mais c'était le printemps, l'hiver était fini, tout était vert et les gens arrivaient à survivre en mangeant des légumes et des racines de légumes. Je n'ai pas entendu dire que quelqu'un soit mort de faim.

J'étais très heureux car mon projet avait continué en mon absence et sans argent. Les écoles et la clinique fonctionnaient normalement. Les gens et les enfants étaient très contents des écoles, malgré leurs gros problèmes économiques. J'eus le sentiment qu'ils étaient heureux de me revoir car on m'avait cru mort à Kandahar.

J'ai passé trois jours dans ma famille, puis je me suis rendu dans un village situé à 20 km. J'ai dit aux gens que je pouvais aider un peu les professeurs s'ils décidaient d'ouvrir une école pour leurs garçons et leurs filles. Ils étaient très contents car ils n'ont jamais eu d'école dans le passé. Ils ont trouvé un emplacement pour cette année et ont décidé de construire un bâtiment pour l'année prochaine. Nous avons inscrit 105 élèves (60 garçons et 45 filles) qui seront répartis sur deux niveaux et seront enseignés par deux maîtres. Cependant ces maîtres ne sont pas très qualifiés, mais ce sont les plus instruits du village.

J'ai écrit également dans un autre village pour leur proposer la même aide. Dès le lendemain, quelqu'un est arrivé pour me dire que le village était très content. Un homme très dynamique s'est chargé du recrutement et nous avons pu inscrire 80 garçons et 35 filles. C'est la première fois que les gens entendaient parler d'une école pour les filles.

J'ai reçu des demandes de nombreux autres villages. Mais malheureusement je n'avais plus d'argent, j'ai dû les mettre en attente.

La lettre continue avec des indications sur les écoles du village principal, sur les activités du modeste dispensaire, sur des projets d'irrigation. Vu leur aspect technique, il ne nous a pas semblé indispensable de les publier ici.

Les droits bafoués des enfants de Kaboul

par Olivier TIRARD-COLLET*

Comme dans beaucoup d'autres pays, mais à un degré particulièrement grave en Afghanistan, il y a un décalage considérable entre les droits reconnus par les conventions internationales et la situation des enfants Olivier Tirard-Collet décrit ce qu'il a vu au contact quotidien de ces enfants.

"Les Etats parties prennent toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour protéger l'enfant contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle, pendant qu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux, de son ou ses représentants légaux ou de toute autre personne à qui il est confié." Art.19-1

"Les Etats parties reconnaissent le droit de tout enfant à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social" Art.27-1 (convention relative aux Droits de l'enfant)

Un gamin hâve et décharné, recouvert de haillons, huit ans maximum, se précipite vers la voiture d'une organisation humanitaire qui stoppe devant un bureau du quartier de Wazir Akbar Khan. Suspendue à son épaule, une boîte en bois beaucoup trop grande pour lui se balance et entrave sa course en tapant contre sa jambe. Il lance le cri de ralliement de milliers de gamins des rues de Kaboul, "Shoe polish, shoe polish !" et tente d'attirer l'attention tout en lorgnant sur les chaussures de cuir de l'expatrié. Comme beaucoup d'autres il désespère, le mauvais temps ruine son commerce de petit cireur en souillant les chaussures de boue, mais il s'acharne quand même à donner un coup de brillance à grand renfort de brosses. C'est là son travail, son gagne pain et celui de sa famille. Il n'y gagne d'habitude que 2500 afghanis par client, il en faut 2000 pour acheter un pain.

Victimes de la guerre

Il suffit de parcourir les ruines de Kaboul pour saisir tout le décalage entre ces articles de la Convention relative aux Droits de l'Enfant, entrée en vigueur en 1990, et la réalité afghane. Quelques pas suffisent aussi pour commencer à apprécier la grande misère des enfants de Kaboul. Les combats qui ont frappé Kaboul depuis 1992 ont laissé d'indélébiles traces physiques. Des quartiers complets ont été rasés, les maisons, les écoles détruites. Tout le système social s'est effondré, seuls les

réseaux d'entraide et de solidarité entre habitants qui, pour ténus qu'ils soient, restent actifs et l'aide humanitaire internationale permettent aux plus démunis de survivre. Mais le désastre infligé est surtout psychologique et mental. Les habitants de Kaboul, et en premier lieu les enfants, portent les traces des combats dans leurs esprits. Un père confiait, désespéré, que ses enfants ne trouvaient plus le sommeil : "ma petite fille est très agitée la nuit, elle fait des cauchemars et parfois, elle hurle "ils vont me tuer !", elle est toujours très fatiguée, ne mange pas et tombe souvent malade." Une étude menée par Save the Children et l'Unicef en 1998 détaille l'étendue du traumatisme infligé par les années de guerre et les bombardements sur les enfants. Le choc psychologique est tel qu'un grand nombre des enfants interrogés pensaient ne jamais pouvoir atteindre l'âge adulte. Presque tous disaient faire d'horribles cauchemars la nuit, et plus de la moitié avaient perdu un parent proche de façon violente. Les bombardements indiscriminés à la roquette terrorisaient les populations et les plus jeunes, mais paradoxalement, alors que la guerre s'éternise, enfants et adolescents disent s'être habitués aux combats et aux roquettes, les bombardements nocturnes restant les plus effrayants.

L'ensemble de la population de Kaboul a connu des déplacements, les gens s'installant dans tel ou tel quartier selon la présence ou la proximité de combats, et les déménagements fréquents ont été monnaie courante pour tout le monde, détruisant ainsi le tissu social des quartiers. De plus, la moitié de la population n'est pas originaire de Kaboul, mais est constituée des réfugiés des provinces rurales alentours, en proie aux combats. Ainsi, plus de 300 000 personnes furent systématiquement déportées de leurs villages des vallées au nord de Kaboul par les Tâlebân lors de l'offensive contre les forces de Massoud au début de 1997 et vinrent s'installer dans les quartiers les plus pauvres de la capitale, dans des zones sans aucun accès à de l'eau raisonnablement potable, dans des maisons surpeuplées et loin des réseaux des organisations humanitaires. Le quartier de Qala-ye Musa, dans le nord de Kaboul, est ainsi peuplé d'habitants de la vallée de Chamâli, des familles viennent s'abriter dans les ruines de la vieille ville, les plus fortunés retapant une maison, les autres vivant dans

* Représentant d'AFRANE à Kaboul



Avec la fermeture des écoles, les enfants s'organisent dans un climat où domine la violence. Kaboul, 1998. Photo O. Tirard-Collet

des conditions insalubres. La population de Kaboul est sévèrement touchée par les dures conditions économiques, legs de l'interminable guerre. L'absence d'eau propre, des conditions sanitaires catastrophiques, les prix élevés des denrées de première nécessité dans le bazar ont un coût en terme de faiblesse physique particulièrement chez les enfants, vulnérables aux maladies infectieuses, aux infestations parasitaires. Le taux de mortalité infantile reste le plus élevé au monde, autour de 200‰.

Depuis la prise du pouvoir par les Tâlebân à Kaboul, les écoles de filles sont fermées, les femmes n'ont plus le droit de travailler, voire de se déplacer jusqu'à un hôpital où elle ne sont pas sûres de recevoir des soins. D'une manière générale, les mères sont terrorisées à un point tel qu'elle ne sortent que très rarement de chez elles. Les enfants les plus jeunes sont ainsi privés d'un accès régulier aux soins. Bien sûr, les garçons peuvent aller à l'école, mais le privilège reste bien théorique, la quasi totalité des écoles sont en ruine, fermées, ou les cours n'ont pas lieu faute d'enseignants⁽⁴⁾ - la majorité des enseignants du primaire étaient des femmes.

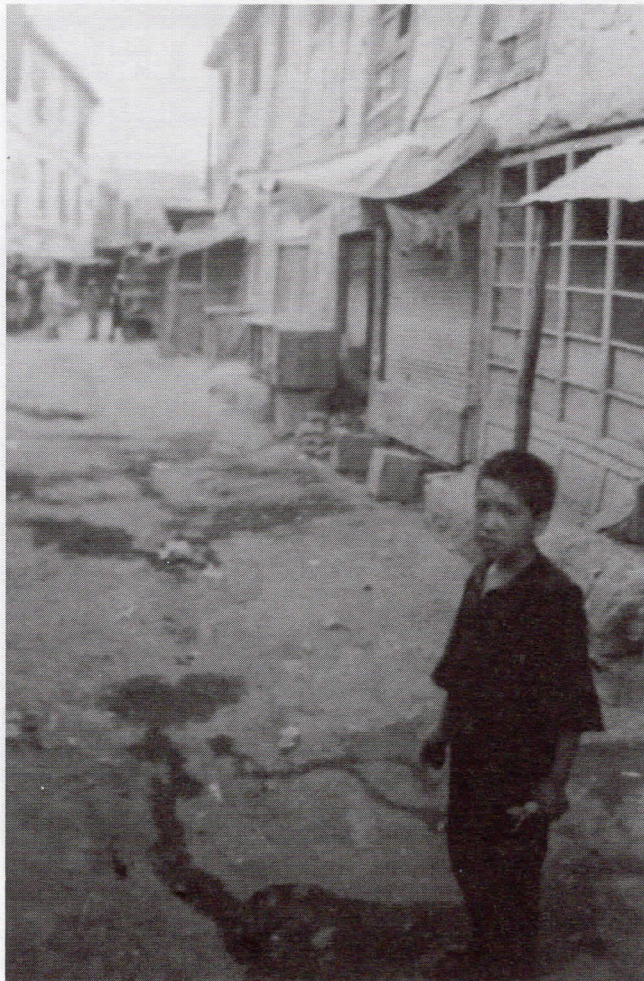
Une toute petite minorité d'enfants n'ont plus de parents, et sont orphelins dans le sens technique du terme. Même les orphelinats, tels celui de Tahya Maskan et les centres Achiana, s'occupent non pas d'orphelins, mais d'enfants dont les parents n'ont plus la capacité économique ou physique, pour cause de maladie ou d'invalidité, de subvenir à leurs besoins. La structure familiale en Afghanistan est large, les enfants dont le père et la mère sont morts sont accueillis par des parents plus éloignés, tels leurs oncles, leurs tantes, ou leurs frères et soeurs.

Les enfants de Kaboul, filles et garçons, traînent ainsi dans les rues de la capitale, petits mendiants, cireurs, réparateurs de bicyclettes, vendeurs de bric à brac dans le bazar. Le travail des enfants est devenu endémique.

Les Tâlebân ont "purgé" l'administration, jusqu'alors grand pourvoyeur d'emplois, des employés jugés liés aux anciens régimes, ou porteurs d'une barbe non réglementaire. Avec le durcissement de la crise économique, le chômage est devenu élevé chez les hommes, alors que les veuves n'ont tout simplement plus de moyens de subsistance sinon la mendicité, le soutien familial ou les distributions de pain. Dans de nombreux cas, les enfants, les adolescents, sont devenus les soutiens indispensables sinon exclusifs de la famille. On les retrouve dans les échoppes, dans les ateliers de confections de tapis, les tailleurs. Chez les adolescents, les recrutements forcés ou volontaires dans les différents groupes armés ont diminué depuis les Tâlebân, mais la prostitution reste importante. Des petites filles enveloppées dans de dérisoires chiffons geignent et hoquent aux pieds de leurs mères accroupies, misérables et dérisoires dans leurs informes tchadari, tentant d'attirer l'attention du passant sur leur détresse.

Petites mafias ou groupes de solidarité ?

La société informelle des enfants des rues n'est pas anarchique, mais au contraire sévèrement organisée. Chaque bande de gamins marque son territoire, et gare aux intrus qui viendraient s'y aventurer. Les quartiers de Kaboul sont ainsi découpés en fiefs, aux limites strictement marquées et reconnues, occupés par un groupe particulier. Le passant, surtout les expatriés, cibles privilégiées, se voit ainsi accompagné dans une rue d'une ribambelle de solliciteurs, qui s'éparpillent comme volée de moineaux à un croisement. Un autre groupe s'empresse alors d'accourir pour profiter de l'éventuelle manne. Certains se présentent comme responsables, écartant violemment les autres, surtout les plus jeunes, qui ont encore une place à se faire au sein du groupe.



60 000 enfants vivent de mendicité dans les rues dévastées de Kaboul. 1998. Photo O. Tirard-Collet



Pauvreté, fermeture des écoles... la situation des petites filles, privées d'avenir, empire jour après jour. Kaboul, 1998. Photo O. Tirard-Collet.

A la tête de ces groupes, un "conseil des anciens" se charge de régler le fonctionnement du groupe, de régir l'arrivée de nouveaux venus, de superviser les relations avec les groupes voisins. On répartit aussi les instruments de travail, les boîtes de cirage, et on n'hésite pas à racketter les plus faibles. A l'heure du couvre-feu, les enfants qui se retrouvent trop éloignés de leur domicile s'organisent collectivement un refuge pour la nuit. Loin d'être une microsociété pacifique, les rapports à l'intérieur de ces groupes sont souvent violents, les marginaux rejetés, les éléments devenus indésirables excommuniés. Les bagarres de rue sont fréquentes. Ce ne sont pas seulement des garçons, même si ceux-ci sont plus mobiles. Des petites filles s'y joignent, plus souvent habitant le quartier, et mendient quelques afghanis, ou un bout de pain. Parfois, des adolescentes recouvertes d'un tchâdari tentent timidement de solliciter la charité, *ghayrat*. D'autres garçons s'échinent à gagner quelques billets en nettoyant les bicyclettes, ou en agitant une boîte de conserve contenant des cendres dont la fumée est censée chasser les mauvais esprits. Les adultes ont parfois des gestes d'agacement, mais c'est souvent une bienveillance triste et résignée qui prédomine.

Des structures se sont mises en place pour venir en aide à ces enfants des rues, dont les centres de jour Achiana qui rencontrent un grand succès. Dans le cadre du travail d'AFRANE à Kaboul, nous avons été confrontés à l'un de ces groupes, dont le territoire recoupe quelques rues de Chahr-e Nao. Ils sont plus d'une vingtaine de garçons, et habitent le quartier de Qala-ye Musa.

Tous sont atteints de maladies, dont particulièrement la leishmaniose transmise par une mouche parasitaire qui fait des ravages parmi les jeunes enfants et dont les plaies épidermiques laissent des cicatrices sur les visages et les bras. La plupart sont infestés de vers et de parasites transmis par l'eau contaminée, et tous souffrent de malnutrition et de sous-nutrition. Nous avons ainsi tenté de monter un programme d'aide, leur offrant un repas quotidien équilibré, leur permettant de voir un docteur qui les examinait régulièrement, puis en les inscrivant à un cours élémentaire privé où ils obtenaient une éducation de base, non seulement dans les matières classiques, langues et mathématiques, mais aussi et surtout morale. L'effort à fournir dans ce domaine est en effet gigantesque. De par leur mode de vie et l'atmosphère sociale dans laquelle ils grandissent, ces enfants ont perdu toutes valeurs morales. Le bien et le mal sont des valeurs relatives. Le milieu de violence permanente dans laquelle ils évoluent a sculpté une psychologie reproduisant la violence, qui sert d'exutoire à la détresse et à la peur. Certains n'ont plus de notion du temps, hier aujourd'hui et demain se confondent, les heures ne servent plus de repères. D'autres ont complètement "dijoncté", selon les paroles d'un éducateur. Accoutumés à se méfier de tout, les enfants manipulent le mensonge à grande échelle, et ne placent leur confiance en personne. Il faut reprendre leur éducation de A à Z, leur apprendre à se laver et à se tenir propre, les accoutumer à exprimer clairement leurs besoins. Le jeu n'existe plus, le chapardage est un mode de vie, et les coups un moyen de communication. L'espace et le temps que

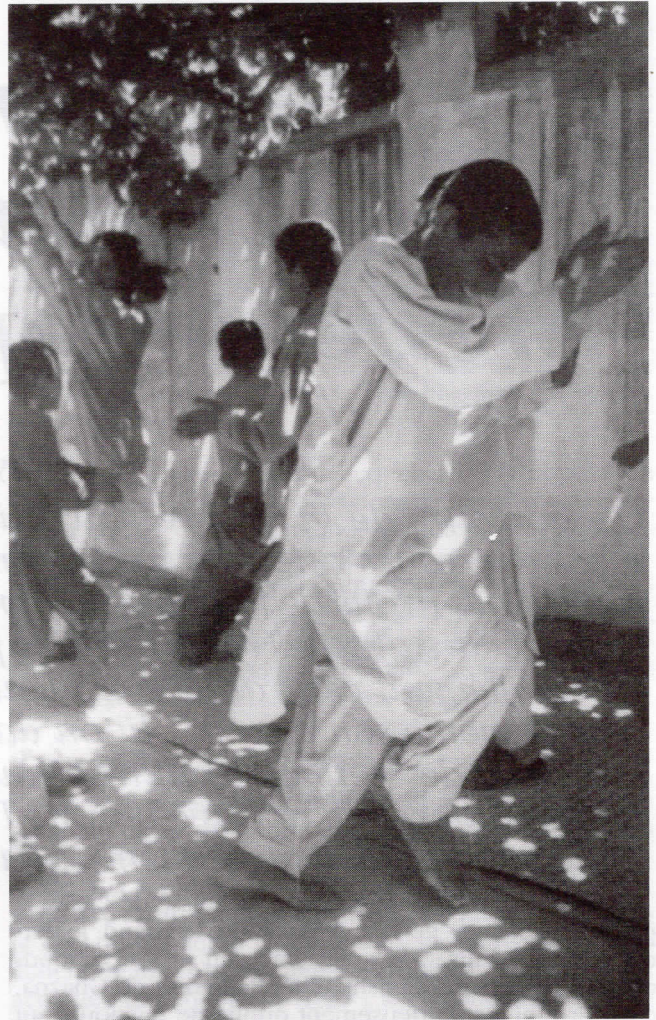
nous leur réservions à la maison AFRANE était donc destiné à rebâtir un mode de relations personnelles et collectives basé sur la confiance, la responsabilisation grâce au sport d'équipe - le volley, sport national à Kaboul - la prise de conscience de sa propre identité et de ses moyens d'expression à travers le dessin, le modelage, et l'ouverture au dialogue, bref un refuge régulé par un minimum de discipline.

Ce petit programme a malheureusement vite échoué sur un écueil de taille : les réticences, voire l'opposition des parents. Car les enfants sont victimes des pressions familiales, en tant que soutiens financiers. Pour les parents, et les enfants eux-mêmes qui avaient intégré, consciemment ou par la contrainte, le devoir qui leur incombait de rapporter assez d'argent pour nourrir leur famille, aller à l'école ne serait-ce que quelques heures par jour était autant de temps perdu pour le "travail". A la fin de la journée, la recette s'en trouvait diminuée. L'école et l'alphabétisation sont loin d'être des priorités. Nombre de parents, ou les garçons eux-mêmes, s'opposaient à la poursuite du programme. Il s'avérait en fait qu'un important travail devait être effectué en amont, c'est à dire auprès des familles elles mêmes. Nous avons ainsi commencé par rencontrer les parents, visiter les domiciles, et entamer un dialogue avec eux, écoutant leurs doléances et tentant de les convaincre de l'utilité pour leurs enfant d'obtenir un minimum d'éducation. Un subtil équilibre est à atteindre entre les impératifs économiques immédiats de ces familles sinistrées, et l'impossibilité de laisser ces enfants à eux-mêmes, les privant ainsi de leur avenir. Nous avons essayé de le trouver en combinant les heures passées à l'école avec une formation professionnelle dispensée par une autre ONG partenaire, pour laquelle les garçons recevaient un petit pécule.

Quelques situations concrètes

Farouq et son frère Ma'rouf n'ont plus que leur mère. Ils partagent une boîte de cirage, mais Farouq, d'un tempérament souvent violent, est l'un des leaders d'un groupe, et travaille parfois avec un autre groupe à Wazir Akbar Khan. Mir Waïs est un garçon plus âgé, presque un adolescent. Lui aussi a perdu son père. Contrairement aux autres, il se caractérise par un grand sens de la responsabilité, mais n'appartient pas à l'un des groupes organisés. Il veut devenir maçon, et avait même commencé à apprendre le français. Lui aussi vient du nord de Kaboul.

Abder Rahman est un garçon de 9 ans. Son père a déjà une barbe blanche, et a perdu sa première femme. Il s'est remarié, avant de fuir les environs de Golbahar avec sa famille lors des combats de 1997. Ils habitent une maison en briques crues de deux pièces au fond d'une cour à Qala-ye Musa, le loyer est de 30 000 afghanis par mois, il n'y a pas de latrines ni de puits. Abder Rahman a deux petits frères, deux petites sœurs, et une grande sœur, qui n'est pas mariée par manque de moyens. Sa sœur cadette est atteinte de sévère malnutrition : on ne mange que cinq pains et du thé sans sucre, tous les jours. Sa mère a déjà perdu trois enfants, et est elle-même très affaiblie. Son père est sans emploi. Abder Rahman a commencé par mendier l'argent dans le quartier de Chahr-e Nao, puis partageait une boîte de cirage de chaussures avec d'autres garçons, avant d'acheter lui même une boîte pour 10 000 af. Un bocal de cirage coûte 13 000 af. Il ramenait, selon les jours, de 5 000 à 20 000 af à la maison (1 FF vaut grosso modo 6000 af), mais préférait ne pas rentrer lorsque les gains



L'une des priorités du programme des enfants des rues d'AFRANE était de restaurer des relations de confiance entre les enfants. Kaboul, 1998. Photo O. Tirard-Collet.

étaient trop faibles. Son visage et ses mains sont dévorés par la leishmaniose, et il n'a jamais mis les pieds dans une école. Il raconte avoir peur des Tâlebân, qui "battent les enfants, et les mettent en prison."

Nabila n'a que six ans. Elle est accompagnée de sa soeur aînée, et tous les jours est postée au même carrefour, la main tendue.

Ils ne sont que quelques uns des 40 000 enfants qui vivent dans les rues de Kaboul, qui ne parlent jamais du futur. Pour eux, le présent se réduit à la survie immédiate, aux lourdes responsabilités qui pèsent sur leurs épaules. Grandis trop vite, ils n'ont connu de la capitale que les ruines, l'exil et la guerre.

"Les Etats parties s'engagent à respecter et à faire respecter les règles du droit humanitaire international qui leur sont applicables en cas de conflit armé et dont la protection s'étend aux enfants." Convention relative aux Droits de l'Enfant, art.38-1. ■

(1) Patricia SELICK, Sami HASHEMI, The Impact of Conflict on Children in Afghanistan, research conducted for Radda Barnen, Save the Children Federation, Inc., Save the Children UK, UNICEF, mai 1998, 55 pp., annexes.

(2) Voir Peter MARSDEN, The Taliban, War, Religion and the New Order in Afghanistan, London & New York, Zed Books Ltd, Oxford University Press.. pp. 52-53.

(3) On estimait qu'environ 150 écoles de filles privées étaient ouvertes à Kaboul. Elles ont dû fermer au début du mois de juin 1998 sur ordre du ministère du Vice et de la Vertu, et on ignore combien restent ouvertes à ce jour.

(4) A l'exception notable du lycée Esteqlal.

Qui est concerné par le saccage du patrimoine archéologique afghan ?

par Zemaryalaï TARZI*

Les horreurs de la guerre pourraient conduire à considérer comme secondaires les atteintes au patrimoine archéologique d'un pays. Le respect des droits de l'homme ne serait-il pas plus important que la sauvegarde de statuettes ? Pourtant "le patrimoine culturel de l'Afghanistan est un élément central de son identité et représente son passé, son présent et même son avenir", lit-on dans des recommandations de l'ONU, qui parle de "génocide culturel" du peuple afghan. Nous reproduisons ici la conférence donnée par M. Tarzi lors de la journée d'études du 28 février dernier sur le thème "y a-t-il une nation afghane ?".

L'Afghanistan, l'Antique Ariana, la Suisse de l'Asie, la patrie de Roxane - épouse d'Alexandre le Grand, le berceau de la civilisation gréco-bactrien et gréco-bouddhique, le pays de Kanishka, de Mahmoud de Ghazna, d'Al-Birouni, est curieusement oublié de nos jours, au point que dans l'exposition sur la Sérinde au Grand Palais en 1996 son nom n'était pas mentionné une seule fois. A sa place des objets en partie faux, achetés par de riches collectionneurs japonais sur le marché mondial de la contrebande des antiquités furent exposés.

Si dans ces 15 dernières années l'Afghanistan occupait la "une" de la presse internationale ce n'était sans doute pas en rapport direct avec ce pays martyr, mais parce que l'enjeu était de taille. Les journalistes de tout bord et les politiciens faisaient l'éloge des Afghans, car ils venaient d'ébranler le mythe de l'invincibilité de l'armée rouge. Le rouleau compresseur russe sans chenille, mal préparé peinait dans les montagnes afghanes. Les mêmes journalistes ont vanté les mérites des résistants sachant bien que la vraie guerre ne fut pas celle qui opposait l'ex-URSS à l'Afghanistan, mais celle qui dressait l'islam contre le communisme.

A la suite du départ de l'armée rouge et de la démission forcée du Président Nadjib par les Nations Unies, l'Afghanistan et plus particulièrement Kaboul sa capitale devenue artificiellement une ville de plusieurs millions d'habitants tombèrent en ruine, en peu de temps, à la suite de la guerre civile qui opposa Massoud à Hekmatyar, à la lutte desquels se sont mêlées d'autres factions. La destruction du Musée National de Kaboul est la conséquence délibérée d'une destruction massive des villes.

Dans cette guerre civile qui découle de l'expansion de l'intégrisme musulman international, les valeurs natio-

nales sont bannies. Les notions de famille, de vie morale et de liberté individuelle ne sont pas préservées. Dans la transformation politique que subit l'Afghanistan, il n'y aura pas de place pour le patrimoine archéologique.

Depuis le départ du régime communiste de Kaboul, nous fûmes témoin des atrocités, sans que la presse de l'époque puisse donner les nouvelles tragiques d'assassinats en masse, précédés de torture et de viols de plusieurs centaines de femmes et d'enfants dans les quartiers d'Awshahâr et Khayrkhâna. C'est le même genre de massacre qui perdure actuellement en Algérie. Dans de tels assassinats de femmes et d'enfants il n'y a rien d'afghan. Si les auteurs de pareilles atrocités ne respectent pas la vie des innocents, comment voulez-vous qu'ils épargnent le patrimoine ? Mais malgré nos craintes le patrimoine archéologique afghan, à part les objets abîmés lors de la destruction du Musée de Kaboul n'a pas souffert. Au contraire, il a pris le chemin des pays voisins avant qu'il ne soit vendu pour enrichir les vitrines des collectionneurs ou des musées américains, asiatiques et européens.

Depuis l'intervention des Tâlebân, un vent d'espoir souffle du côté des plus optimistes, mais ne soyons pas naïfs, car ils appliqueront encore plus catégoriquement les préceptes de l'islam. La destruction des objets représentant la figure humaine sera mise alors sur le compte des iconoclastes. En lisant l'un des meilleurs livres sur la conquête musulmane : le Ftuh ul boldân d'al-Baladuri, nous avons l'impression que les modjâhed sur le sol afghan procèdent à la manière de leurs devanciers, mais avec une seule différence qu'ils ne sont pas dans une contrée païenne ou kâfer, mais dans un pays peuplé de 99% de musulmans. Peut-on réellement mener à bien un djihad contre les sœurs et les frères musulmans ?

Quant au devenir du patrimoine archéologique, nous ne devrions pas garder grand espoir. Citons une fois de plus al-Baladuri à propos de la conquête du Sind et de

* Ancien directeur général de l'archéologie et de la conservation des monuments historiques d'Afghanistan, maître de conférences à l'Université de Strasbourg.

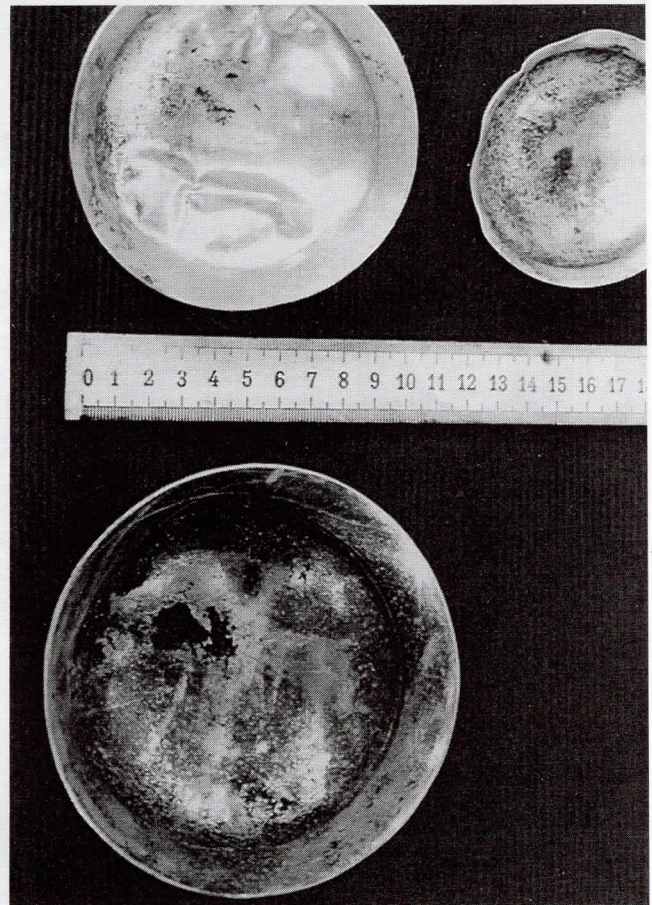
la destruction systématique de ses temples et monastères, insistons également sur la déclaration d'un commandant taleb menaçant de destruction les grands Buddha de Bâmiyân. Il a fallu une forte pression internationale pour que la situation s'apaise. A la suite de ces événements, le gouvernement du Président Rabbâni a fait des démarches très tardives pour que les monuments de la célèbre vallée soient considérées comme patrimoine mondial. Bâmiyân n'avait pas besoin d'une telle décision politique, puisque sous le dernier roi Mohammad Zâher Châh et sous le Président Dâoud, le patrimoine de la paisible vallée fut sauvegardé malgré les lenteurs de l'UNESCO. Toute construction moderne y fut interdite, son côté pittoresque fut préservé, les principaux monuments furent restaurés. Actuellement, le pays voisin qui aide la résistance de Bâmiyân a commencé à construire son consulat sur la falaise faisant face aux grands Buddha⁽¹⁾.

La contrebande

Ce fait m'autorise à enchaîner sur l'ingérence des voisins de l'Afghanistan à propos de son patrimoine archéologique. Tout d'abord, il est indispensable de citer les textes des cinquante et unième et cinquante-deuxième sessions de l'Assemblée générale des Nations unies sur les "Situations relatives aux droits de l'homme en Afghanistan présentés par le rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme en Afghanistan Monsieur Choong-Hyun Paik. Dans son rapport de 1996, paragraphe III, 41 "Le rapporteur spécial a soulevé la question des biens culturels de l'Afghanistan qui étaient souvent exportés en contrebande vers les marchés internationaux à travers les pays voisins...". En 1997, son rapport sur la "préservation du patrimoine culturel" afghan (surtout le paragraphe I, J, 101-103) est plus dense. Il fait état des monuments et des sites archéologiques qui ont souffert de la guerre, de destruction volontaire ou de fouilles clandestines. Les questions sur les grands Buddha et Bâmiyân, sur les monuments d'Herat, de la Bactriane et de Hadda sont soulevées en détail. Mais lors de la cinquante-troisième session du Conseil Economique et Social en 1997, sous le paragraphe IV, F 4, 90, nous lisons : "En attendant, le commerce des objets pillés se poursuit, notamment dans les pays voisins, où l'on trouve des pièces inestimables portant les numéros de série du musée de Kaboul...".

En dehors de cette heureuse initiative des Nations Unies, son bureau culturel l'UNESCO, plus directement concerné, a envoyé une mission en 1996, sous la direction de Pierre Cambon, Conservateur du Musée Guimet pour faire des observations sur les objets qui se trouvaient encore dans le bâtiment en ruines du Musée de Kaboul, ce qui fut le point de départ d'un travail scientifique.

En dehors de quelques initiatives prises par les jeunes fonctionnaires du ministère de l'Information et de la Culture de Kaboul, le service archéologique compris, le gros œuvre des activités qui concerne le patrimoine archéologique afghan est accompli par des associations : SPACH, animée par Madame Nancy Hatch Dupree et l'ICASCHA, dirigée par Madame Mehria Rafiq Mustamandy, mais la présence du bureau de la première association sur le sol pakistanais oblige la cheville ouvrière de l'association à tenir compte de la politique culturelle d'Islamabad. Par ailleurs, le choix de la ville de Peshawar comme siège de l'association brouille les cartes, car ce dernier site pakistanais est une grande plaque tournante de la contrebande du marché des antiquités archéologiques de l'Asie. Il n'est pas devenu plus actif depuis la destruction et l'in-



Trois bols en or, IV^e siècle av. J.-C. (?), provenant du trésor de Mir Zaka II (1992-94) trouvé près de la ville de Gardez. Photo DR.

ce du Musée de Kaboul, car Peshawar attirait de longue date les antiquaires de tout bord. Il n'existe pas un seul musée au monde qui ne possède des reliefs gréco-bouddhiques du Gandhâra, ou des stucs similaires de Hadda provenant de Peshawar.

Revenons aux objets du Musée de Kaboul, leur éparpillement sauf ceux qui sont encore inédits, n'est pas en soi une catastrophe scientifique. La plupart d'entre eux, sortis de fouilles officielles, ont été décrits, inventoriés, photographiés et publiés. Le danger réside dans la disparition de ceux qui étaient gardés dans les réserves de l'Institut afghan d'archéologie des annexes du palais de Sarâdj-ul E'marât de Djallâlâbâd et à Dar-ul Amân de Kaboul. On peut les confondre avec les objets qui proviennent des fouilles clandestines qui furent actives sur plusieurs sites, du moins jusqu'à l'arrivée des Tâlebân.

D'autre part, les objets archéologiques exhumés illicitement du sol afghan sans précision sur le lieu exact de leur découverte, peuvent malheureusement amener les savants peu éclairés à échafauder des théories sans fondement scientifique. L'exemple du trésor monétaire et de la vaisselle en métal précieux de Mir Zaka près de Gardez en Afghanistan est éloquent à ce point de vue. La date de la découverte de plusieurs trésors monétaires sur le sol pakistanais entre 1992 et 1994 ayant les mêmes types de monnaie, correspond curieusement à celle de Mir Zaka. Ce genre de démarche dénature la richesse archéologique de l'Afghanistan et enrichit artificiellement celle du Pakistan et plus grave encore elle modifie le cours de l'histoire de cette partie du monde. Cependant, on a aussi constaté une situation tout à fait contraire : des jarres en poterie portant des inscriptions en encre découvertes sur le sol pakistanais ont été vendues comme provenant de Hadda en



Tape Chotor (Hadda), niche V1,
fouille de Z. Tarzi. Modelage en argile,
II^e siècle ap. J.-C.

Vue sur l'angle Nord de la niche : à droite
Buddha Sakyamuni, en bas à gauche
Bodhisattva Siddhârtha, au milieu une
donatrice kuchane, en haut à gauche
Buddha méditant et à droite le dieu
Brahma. La destruction de cette niche,
parmi d'autres, est une perte inestimable
pour le monde.
Photo Z. Tarzi

Afghanistan. La démonstration épigraphique qui en découle fausse complètement l'ordre de l'installation des sectes bouddhiques du Nord-ouest de l'Inde. Des exemples de ce type de manipulation anti-scientifique et malhonnête qui modifient l'histoire à leur propre guise, ne manquent pas.

Voici à présent un aperçu rapide, par ordre chronologique de quelques découvertes archéologiques faites durant cette atroce guerre civile qui martyrise le peuple afghan. En ce qui concerne **l'âge du bronze**, il semble que le pillage des tombes de la Bactriane, au nord de Balkh, continue.

Les périodes achéménide et grecque

Ces périodes sont illustrées par la découverte du fameux trésor monétaire et de la vaisselle en métal précieux de Mir Zaka. Mir Zaka est un lieu dit à une cinquantaine de kilomètres au Nord-est de Gardez où se trouve une source d'eau qui a livré un important trésor monétaire et des objets archéologiques à la suite d'une découverte fortuite en 1947 et de deux fouilles faites par les Afghans et les Français. Le monde scientifique apprenait la nouvelle en 1953 par la publication du tome XIV des Mémoires de la Délégation Archéologique Française en Afghanistan (Mem. DAFA) intitulé *Trésors monétaires d'Afghanistan* de la plume de R. Curiel et D. Schlumberger. L'inventaire de D. Schlumberger se limite à 12 868 pièces de monnaies dont 12 558 provenaient des fouilles de 1947, de

donations des notables de Djonoubi et des achats effectués par le Musée de Kaboul en 1949, auxquelles on ajoute les 419 pièces fouillées par la Délégation Archéologique Française en Afghanistan (DAFA), le reste au nombre de 792 a été acheté dans les bazars de Kaboul, Gardez et Peshawar par quelques connaisseurs occidentaux. Dans ce décompte ne figurent pas les pièces de monnaies achetées par les collectionneurs pakistanais telles M. K.A. Gai. Outre ces pièces de monnaies, les fouilles de Mir Zaka ont mis au jour une modeste quantité de bijoux et d'orfèvrerie composés de quelques disques, bractées, épingle, bracelets, lames, anneaux, etc. Cette disproportion entre un nombre élevé de monnaies et la faible quantité d'orfèvrerie s'explique sans doute par la subtilisation par les habitants de la vaisselle en or et argent dont une partie se trouve dans des collections privées, et qui a été achetée dans les bazars de Kaboul, Ghazni, Gardez et Peshawar entre 1947 et 1950 environ.

Fortuitement encore, à partir de 1992, en pleine guerre civile, la source de Mir Zaka a fait parler d'elle en livrant le reste du trésor que les spécialistes désignent comme Mir Zaka II. La réalité des faits nous échappe, mais toujours est-il qu'une Pachtoune cherchant de l'eau a trouvé dans sa jarre une pièce de monnaie en or. Aussitôt alertés, les hommes, se rappelant la découverte de 1947, sont allés sur place et n'ont pas mis au jour comme par le passé 12 ou 13000 pièces de monnaie ce qui est déjà un chiffre considérable, mais 500 000 dont le poids avoisinait les 3,5 tonnes, pour ainsi dire l'un des trésors monétaires les plus importants de l'antiquité moyenne-orientale. Si ce chiffre dépasse celui déjà publié, l'information



Khogjâni (Afghanistan oriental).
Plusieurs dizaines de têtes en argile
(II^{ème} et III^{ème} siècles ap. J.-C.)
exhumées au cours de fouilles
illicites. Nombre d'entre elles ont
pris le chemin du Japon. Photo DR

rectificative m'a été donnée par l'auteur lui-même, M. Osmund Boppearachchi, qui est l'un des meilleurs spécialistes mondiaux dans ce domaine. La répartition très sommaire de ces monnaies selon lui est la suivante : environ 30 000 achéménides, 20 000 gréco-bactriennes et indo-grecques ; les indo-scythes à elles seules forment à peu près 50% du trésor et le reste sont celles des Kushans.

Plus intéressant pour les archéologues, ce trésor monétaire était accompagné d'environ 500 kg d'orfèvrerie, composés de bijoux, de vaisselle de luxe et d'objets votifs. Les quelques prises de vue de mauvaise qualité que je possède représentent la proposition d'un vendeur avant acheminement d'une partie de ces objets vers le marché londonien (*voir illustration*). Le photographe anonyme n'ayant pas de flash, malheureusement, n'a pas réussi les clichés de l'intérieur. Mais toutefois, nous pouvons deviner la richesse de ce trésor. En dehors de bijoux, telles des bagues, des boucles d'oreille, des broches, etc... on note la présence d'un collier dont les extrémités se terminent par deux avant-trains de lion typiquement achéménides et aussi de nombreux bols en or. Je signale aussi la présence de plusieurs plaquettes votives et d'une statuette d'un officiant habillé d'un costume plissé achéménide, d'un bonnet cache nuque, et d'un voile (*pâdam*) sur la bouche et tenant de la main droite un faisceau de branches (*barsom*). Les autres objets de toreutique et d'orfèvrerie appartenant au trésor de Mir Zaka II, m'ont été signalés et décrits oralement. En tout cas, la similitude des objets de notre trésor avec celui de l'Oxus au British Museum ne fait aucun doute.

Malgré des tentatives de fouilles clandestines très intensives sur le site grec d'Aï Khanoum et ses environs, et les ouï-dire sur la découverte de plats en métal précieux et de statues en marbre, je n'ai pas vu à ce jour une seule photographie des objets en provenance de cette ville phare de l'hellénisme central asiatique : par contre un trésor monétaire de 1500 pièces gréco-bactriennes semble provenir d'Aï Khanoum dont 150 monnaies étudiées par M. Boppearachchi au Pakistan. Le reste a pris le chemin des collections londoniennes. A la période grecque appartient une partie des découvertes de Mir Zaka II.

La période des invasions post-grecques

Cette période s'illustre par le mobilier funéraire des cinq tombes de Tolla Tapa près de Cheberghân, qui est célèbre dans le milieu scientifique. Les 21813 objets dont 99% en or mis dans un endroit gardé secret par le Président Nadjib et ensuite par le Président Rabbâni constituent le seul trésor afghan qui n'a pas pris le chemin habituel (la route du patrimoine afghan) Peshawar-Islamabad-Japon ou Peshawar-Islamabad-Londres. Par contre, j'ai vu des photographies en couleur des trouvailles d'une septième tombe dont l'un des objets ressemble à une divinité hybride de la tombe N°2, qui tient à bout de bras deux monstres, mais avec un travail plus massif, moins surchargé par les incrustations.

La période kuchane

Découverte fortuitement ou à la suite de fouilles illi-cites, la plus célèbre des trouvailles de cette période est la deuxième inscription monolithe de Surkh Kotal déjà célèbre sous le nom de Robâtak dont l'étude a fait l'objet de polémiques entre les savants.

Les vestiges de la première grande période de Tape Chotor de Hadda sont aussi kushans. Ce dernier site, fouillé et restauré par les Afghans, fut transformé en un véritable musée *in situ*. Le site fut détruit en 1982 par les modjahedin sous le régime communiste pro-soviétique. La destruction de la niche aux poissons, des niches V1 avec la fraîcheur de ses modelages, V2 et son Vajrapâni-Heraklès fortement influencé par l'art grecque, V3 avec son Vajrapâni-Alexandre si significatif pour le monde hellénistique et enfin la grotte de Méditation et ses peintures murales, est une perte inestimable, non seulement, pour Hadda mais pour tout le monde bouddhique. Actuellement, le site de Tape Chotor sert de carrière de matériaux de réemploi pour les villageois. Une grande partie de ses objets allant de la VIII^e à la XIII^e campagne, entreposés au bâtiment de l'Institut Afghan d'Archéologie à Dâr ul Amân ont pris le chemin de Peshawar et une quantité importante a été acheminée de là au Japon.

La période post-kuchane

Cette période difficile à cerner comprend plusieurs sous périodes : telles celles des Kuchano-Sassanides, des Hephthalites, des Turcs Occidentaux et des Kabolchâhân. Durant cette longue période, plusieurs dizaines de monastères bouddhiques fleurissaient sur le sol afghan. Les chantiers de fouilles clandestines dans ce secteur étaient actifs il y a encore quelques temps. Nous ne savons pas si ces activités perdurent encore depuis l'installation au pouvoir des Tâlebân ou si elles ont cessé. Toujours est-il que de plusieurs chantiers de la région de Djallâlâbâd sont sortis un nombre important de modelages en stucs qui représentent des Buddha généralement assis en méditation, enseignant, etc. De nombreux stûpa ont fait aussi l'objet de fouilles clandestines ; plusieurs reliquaires avec leurs reliques parfois accompagnées de manuscrits ont été découverts. Parmi ces chantiers citons ceux de Hadda, de Patchir, de Kama, du Konar et de la vallée de Nour, etc.

Mais le chantier le plus important, telle une grande fouille clandestine, œuvre d'un commandant modjahed, est celui qui fut ouvert à Khogiâni. On y trouve des objets qui ressemblent à ceux de la première période de Hadda. Ce qui me paraît très important, ce sont les objets en métal, essentiellement en cuivre. Les fouilles de Taxila et de Hadda confondues n'ont pas donné d'aussi bons résultats. Quelques têtes de Khogiâni ont pris également le chemin du Japon.

Enfin parmi les autres découvertes illicites, signalons celle de manuscrits dans une grotte au sud d'Aïbak, plus précisément à Roui, d'une statuette trouvée dans la région de Bâmiyân et de constructions bouddhiques dans la région de Djâghori.

Cette présentation récapitulative des musées pillés, des sites illicitement fouillés, des découvertes fortuites commanditées, la fuite, le vol et la vente du patrimoine archéologique afghan est incomplète. J'ai mentionné les plus importants pour sensibiliser le lecteur, et par son intermédiaire les instances responsables. Heureusement, depuis environ deux ans, grâce aux efforts du rapporteur spécial des Nations Unies, M. Paik, on commence à prendre en considération le patrimoine archéologique afghan en lui accordant une certaine importance. N'oublions pas qu'à côté de ces démarches officielles certaines initiatives isolées comme celle de M. Bopaerachchi ont permis de lever l'incertitude sur le devenir du patrimoine afghan tel le trésor de Mir Zaka II, qui sans son intervention, serait resté inconnu. Il aurait fallu que les archéologues des missions officielles qui dirigeaient des délégations étrangères en Afghanistan contribuent à l'ouverture d'un centre ou d'un bureau de coordination chargé de la gestion d'une banque de données. La plupart d'entre eux, pris par leurs nouveaux engagements dans les pays voisins de l'Afghanistan, ont passé sous silence l'archéologie afghane qui les avait hissés aux cimes de la réussite scientifique. Je ne me permettrai pas de critiquer la communauté internationale des archéologues tout entière, mais je regrette que la Délégation Archéologique Française en Afghanistan (DAFA) n'ait rien fait pour secourir l'archéologie de ce pauvre pays alors qu'elle avait le monopole absolu de la recherche sur le sol afghan et qu'elle partageait jadis les objets exhumés dont beaucoup sont conservés au Musée d'Arts Asiatiques-Guimet à Paris. Au contraire, elle fut dissoute, et le Musée Guimet, sur lequel se reportèrent tous les espoirs n'a pas apporté non plus l'aide qu'il aurait fallu pour la sauvegarde du patrimoine archéologique afghan.

Comment arrêter l'hémorragie ?

Peut-on arrêter l'hémorragie culturelle afghane ? Oui, difficilement, mais en se basant sur les résolutions des instances internationales. Tout d'abord sur la Convention de la Haye de 1954 qui définit la préservation et la sauvegarde du patrimoine culturel mondial en protégeant les biens culturels en cas de conflit armé. D'autre part les textes de la 51^{ème}, 52^{ème} et 53^{ème} sessions de l'Assemblée générale et du Conseil Economique et Social des Nations Unies (1996-1997) contiennent plusieurs paragraphes. Le texte le plus développé est celui de la 53^{ème} session du Conseil Economique et Social (1997), Conclusion (VII) 117 et Recommandations (VIII) 131, 132 où nous lisons : *"131- il convient de donner la priorité aux mesures intérieures et internationales visant à préserver et protéger le patrimoine culturel de l'Afghanistan et à prévenir les pillages et les trafics illicites. L'approbation tacite des gouvernements et des musées concernant ces pratiques s'apparente à un "génocide culturel" ou à un "génocide des droits culturels" du peuple afghan. Les personnes en possession d'œuvres d'art afghanes devraient restituer celles-ci à l'Afghanistan. Les musées devraient vérifier soigneusement la provenance des œuvres et s'abstenir d'acheter des pièces provenant de fouilles et de pillages. Les fouilles légales et la restauration de sites et des monuments historiques devraient être entreprises avec l'aide de l'UNESCO et d'experts compétents... Il conviendrait d'engager des spécialistes qualifiés susceptibles d'être envoyés rapidement sur les sites de fouilles illégales"*.

Le texte des Recommandations (IX), 159-161, 152^{ème} session (1997) sur lequel je me permets de conclure : *"encourage la communauté internationale des archéologues à retourner en Afghanistan. Les musées et les collectionneurs devraient cesser d'acheter aux pillards et à leurs hommes de main des objets historiques de provenance inconnue. Les ventes aux enchères devraient être contrôlées régulièrement. La communauté internationale devrait, de concert avec les institutions qui se trouvent sur place, surveiller étroitement les sites historiques et archéologiques du pays"*.

En attendant qu'un gouvernement légal afghan signe la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, les Nations Unies et plus particulièrement l'UNESCO devraient prendre leurs responsabilités avec l'aide d'Interpol pour confisquer les objets archéologiques afghans et les déposer provisoirement dans une ville internationale.

Le patrimoine archéologique afghan qui est aussi celui de l'humanité tout entière, concerne en premier chef les Afghans, puis les instances autorisées et bien sûr les spécialistes avertis, c'est à dire les archéologues professionnels afghans ou étrangers, bons connaisseurs du passé de l'Afghanistan - des hommes de conviction, des humanistes aimant l'antiquité dans sa totalité à l'instar du regretté professeur Daniel Schlumberger, membre de l'Institut de France, ancien directeur de la Délégation Archéologique Française en Afghanistan, éminent spécialiste et ami de l'Afghanistan, qui a su sauver le trésor de Mir Zaka I du naufrage dans des circonstances analogues en 1947-78 ⁽²⁾. ■

(1) Depuis la rédaction de ce texte, Bâmiyân est tombée aux mains des Tâlebân. Les vestiges archéologiques de la paisible vallée ne sont apparemment pas touchés.

(2) Le 30 septembre 1998, une importante réunion d'experts sur le patrimoine afghan a eu lieu à la Maison de l'UNESCO à Paris. Cette réunion était organisée par le Comité international du Bouclier Bleu (CIBB) regroupant 4 ONG (ICA, IFLA, ICOMOS et ICOM) et a été arbitrée par l'UNESCO ; y ont pris part des experts dont l'auteur, des Associations dont SPACH, etc.

Le soufisme est une partie essentielle de la culture afghane

par Weiss SIDIQIAN*

Lors de la journée d'études sur "la nation afghane", le Docteur Sidiqian avait regretté que personne n'ait parlé du soufisme comme facteur essentiel de l'identité afghane. Il nous a donc adressé cette contribution. Selon lui, le soufisme peut encore jouer un rôle pour guérir les plaies dont souffre l'Afghanistan.

Selon le proverbe : "un homme qui ne connaît pas son passé a un avenir incertain". Aussi il est important pour nous, Afghans, de connaître notre histoire et notre culture, sinon notre sort est entre les mains des experts en géopolitique et des ethnologues qui peuvent faire des suggestions pas véritablement adaptées à notre pays.

Si l'on considère le soufisme comme étant une tradition de l'amour universel, chargée de la transmission d'une sagesse d'origine divine⁽¹⁾, on peut dire qu'il est la sève ou l'essence de la culture du peuple afghan dès avant l'islam et après son acceptation de l'islam. C'est une sorte de nourriture spirituelle qui circulait et circulera dans l'âme de chaque Afghan sincère. Cela n'a rien à voir avec les mullas ayant étudié à l'école coranique fondée à l'époque coloniale.

L'Afghanistan a vu passer différentes traditions qu'il a accueillies avec une absolue tolérance. C'est cette tolérance qui a incité les Kouchans entre le 1^{er} siècle avant l'ère chrétienne et le 4^{ème} siècle après celle-ci à respecter et à autoriser toutes les religions pratiquées à l'époque en dehors de leur culte dynastique. La culture Kouchan laisse ainsi transparaître les vastes contacts internationaux qui s'établirent alors entre la Bactriane, l'Inde, l'Egypte, Rome et la Chine⁽²⁾.

Un peu plus tard, selon Hiuan-Tsang, commerçant chinois qui traversa au début du 7^{ème} siècle la Bactriane, Kundj (Kunduz), Bam-e Yan, Kapisa, Laghman, Gandahara, il y avait mille deux cent trente temples bouddhistes et plus de 8 000 moines, 130 temples de Shiva dans Kapisa, 100 temples Brahmans dans Gandahara. Etaient présentes aussi à cette époque la religion des adorateurs du soleil Mithra dans le nord-est et le sud, et celle de Zoroastire dans l'ouest de l'Afghanistan actuel⁽³⁾.

Au 7^{ème} siècle, l'historien arabe Moqadasi (380/990)

constatait qu'au Khorassan "on trouve beaucoup de Juifs, peu de chrétiens ainsi que plusieurs catégories de mages"⁽⁴⁾. Parmi ceux qui ont joué un rôle charnière entre le bouddhisme et l'islam, on peut citer la famille des Barmakis, descendants des prêtres des sanctuaires bouddhistes de la région de Balkh, qui furent les héritiers des enseignements bouddhiques. L'un d'entre eux eut le poste de vizir, conseiller à la cour d'Haroun el Rachid (766,809), qui était lui-même un fidèle associé des soufis⁽⁵⁾.

Les habitants du Khorassan, que Ibn Alfaqih⁽⁶⁾ décrit à la fin du 7^{ème} siècle comme "les meilleurs dans leur connaissance, l'art et le commerce" ont donc joué assez tôt un rôle très important dans l'histoire de l'empire islamique. Pour eux le soufisme "est la transmission d'une sagesse divine qu'il perpétue dans le temps et renouvelle de manière constante par le contact avec sa source intemporelle"⁽⁷⁾. L'un des plus remarquables témoins de cette attitude est le soufi Hakim Termizi, né en l'an 205/820 à Termez qui était à l'époque partie intégrante du Khorassan. Il a rassemblé un grand nombre de traditions regroupées sous le terme d'*Israiliyyat* (ce que l'on pourrait traduire par traditions judéo-chrétiennes), reflétant l'apport de diverses cultures (bouddhisme, zoroastrisme, manichéisme, zévanisme, culte de Mithra, judaïsme, christianisme et islam).

Une telle démarche résulte de ses contacts avec la tradition ancienne dans d'anciens centres d'enseignement secrets, devenus place forte des soufis. Ce sont les soufis qui ont servi de trait d'union entre les savants et la population⁽⁸⁾. Ce processus de confluence des différentes traditions religieuses n'a jamais été compris par les non-soufis. Le soufisme a tiré parti de chaque culture tout en préservant l'idéal de l'islam, de la même façon qu'une abeille butine toutes sortes de fleurs sans se transformer en l'une d'elles.

* Médecin

« La tradition soufie se donne pour rôle d'être le levain au sein de toute société humaine »
(Extrait d'une miniature de Hérât)



Le soufisme est de nature à jouer dans la société un rôle conciliateur. On peut donner en exemple le soufi Saber Chah Kabouli qui a choisi Ahmad Châh Bâbâ parce qu'il était la personne qui convenait à ce moment là : il n'a pas anticipé les dispositions de la sagesse divine, mais s'est conformé à ce qu'elle exigeait à ce moment là.

L'Afghanistan est le cœur de l'Asie

Le peuple afghan a ainsi baigné en permanence dans le parfum du soufisme qui l'inspirait avant l'arrivée des Anglais. La tradition soufie se donne en effet pour rôle d'être un levain au sein de toute société humaine. Cette influence a été également sensible en Inde. Le soufi Hajwiri, né près de Ghazni et connu en Inde sous le nom de Data Gang Bakhch, a joué un rôle important dans la conciliation des opinions philosophiques des mystiques hindous et de l'islam⁽⁹⁾.

Il me semble intéressant de citer un passage d'un livre sur les derviches qui fait état des liens spirituels profonds qui existent entre l'Inde et l'Afghanistan⁽¹⁰⁾. « Les histoires abondent dans la tradition afghane qui font allusion à un contact continu entre l'Inde et l'antique Aryana dont l'Afghanistan actuel ne constitue qu'une partie. Et il y a aussi le phénomène du renouvellement de la tradition à partir de sa source.

Quoi qu'il en soit, les derniers siècles ont vu un afflux constant en Inde de mystiques soufis venus d'Afghanistan et d'autres régions d'Asie centrale. Aujourd'hui, ces contacts sont plus rares, du fait même de l'existence du Pakistan entre les deux pays. (...) La liste des sanctuaires et des centres d'activité soufi en Inde, même dans les zones à prédominance hindoue est interminable.

(...) Que les intentions incertaines de l'Afghan moyen à l'égard des hétérodoxes n'aient pas empêché que se

développent (en Afghanistan) des centres de pèlerinage et d'enseignement, a de quoi surprendre de prime abord. Que dans ce siècle (...) l'Inde hindoue continue à éprouver pour l'Afghanistan musulman une telle affection s'explique, en partie, par un cri du cœur, à moitié conscient, vers leur centre spirituel (...).

Une célèbre poétesse indienne, Prabhjot, composa une ode de bienvenue en l'honneur du roi d'Afghanistan lors de la visite officielle qu'il fit en Inde en 1958 :

« Les chercheurs de vérité se regardent
Une même âme les anime, qu'importe si les couleurs
sont différentes !

La tradition des Védas est renouvelée
Le monde a changé et les hommes sont devenus forts
L'Asie est un vaste continent dont le cœur est l'Afghanistan »

Ce poème explique bien la situation actuelle de l'Afghanistan où les divisions de race, de religion et de langue ont créé des plaies difficilement guérissables autrement que par la réflexion, l'étude et l'effort individuel. ■

(1) Pour une information générale sur le soufisme, on pourra consulter le livre « *Le soufisme* » de Christian Bonaud (Maisonneuve et Larose) qui regrette les présentations généralement superficielles qui ont été souvent faites du soufisme.

(2) *Le livre de la profondeur des choses*, Geneviève Gobillot, p. 27.

(3) *Sur les traces de Bouddah*, René Grousset, p. 58.

(4) *Taqasim fi marifat al aqalim*, Hassan al Moqadasi, éd. Brille, 1877, p. 233.

(5) *Les soufis et l'esotérisme*, Idries Shah, p. 175.

(6) *Kitab-al baldun*, Ibn al Faqih, traduction H. Massé, Damas 1973 (72/691).

(7) *Les soufis et l'esotérisme*, Idries Shah p. 11 et 34.

(8) *Le livre de la profondeur des choses*, Geneviève Gobillot.

(9) Cheikh Abul-Hasan al Hujwiri, surnommé Data Gang Bakhch, s'installa près de Lahore en 1035 sur l'ordre de son maître. Il est l'auteur de *Kachf al Mahdjub fi Arbab al Qulub* (le dévoilement des mystères pour ceux qui possèdent un cœur).

(10) *Avec les Derviches*, O.M. Burke, éd. Le courrier du Livre, pp. 94-95.

Les Tâlebân ont une vision très particulière de l'islam

par Ahmed JABALLAH*

Les Tâlebân disent souvent qu'ils prêchent le véritable islam. Pour d'autres, leurs outrances n'ont rien à voir avec la religion musulmane. Un théologien musulman exprime ici son point de vue. Pour lui les Tâlebân font preuve d'une "attitude intellectuelle ancestrale" fermée aux réalités du monde actuel.

Depuis l'invasion russe de l'Afghanistan, le peuple afghan vit une situation de plus en plus dramatique. Avec la résistance qui a réussi à évacuer l'armée rouge, les Afghans, après beaucoup de sacrifices, s'attendaient à une situation plus stable. Malheureusement la guerre fratricide qui s'est installée entre les différents groupes de modjahedin a aggravé l'instabilité et l'insécurité.

Cette situation déplorable a favorisé la montée d'un courant extrémiste, celui des Tâlebân, qui a pu prendre le pouvoir en Afghanistan en excluant tous les autres partis qui s'entretuaient. Puisque ces partis avaient pour référence l'islam, il fallait que les nouveaux arrivants démontrent que leur engagement islamique n'était pas authentique et que c'étaient eux les instaurateurs d'"un pouvoir islamique véritable".

Même si des observateurs politiques accusent les Etats-unis d'Amérique et le Pakistan de soutenir les Tâlebân pour des calculs et des intérêts politiques et économiques, cela ne décharge pas ces derniers de leur responsabilité dans ce qui se passe aujourd'hui en Afghanistan.

La réalité inquiétante que connaissent les Afghans, au delà des problèmes de la guerre et de la misère, est la politique menée par les Tâlebân, qui se réfèrent à une certaine pratique islamique, "pure" à leurs yeux.

En effet, le gouvernement des Tâlebân a pris une série de mesures concernant les femmes en les contraignant à porter le voile, qui doit à leur sens cacher même le visage ; en leur interdisant aussi de se rendre aux établissements scolaires, afin d'éviter la mixité au sein de ces établissements. D'autres mesures ont été prises contre les médias dont celle spectaculaire d'interdire la possession de postes de télévision.

Toutes ces mesures qui se fondent sur une lecture radicale de la religion musulmane, ne sont pas approuvées, ni acceptées par les savants musulmans à travers

le monde islamique. D'ailleurs plusieurs de ces savants ont exprimé leur opposition à cette vision islamique des Tâlebân. En effet, si l'islam a recommandé à la femme musulmane de porter une tenue pudique, il n'a jamais obligé les femmes à voiler leurs visages. Ceux qui défendent l'idée du port du voile couvrant entièrement le visage, ne représentent qu'une opinion minoritaire, auxquels s'oppose la majorité écrasante des savants musulmans. En ce qui concerne les médias, et quels que soient les reproches qu'on peut avoir contre ces médias, cela ne peut pas justifier la position des Tâlebân d'interdire les postes de télévision.

Ce qui est vraiment alarmant, dans cette situation afghane, c'est que tous ces problèmes soulevés par les Tâlebân, ne correspondent malheureusement pas aux préoccupations réelles de ce peuple afghan, victime de tous les malheurs. Aujourd'hui la position de force militaire des Tâlebân vis-à-vis de leurs opposants ne facilite ni le dialogue politique, ni le dialogue théologique avec eux. D'autant plus qu'ils ne reconnaissent aucune référence scientifique et théologique en dehors de leurs propres "savants".

Enfin, cette lecture radicale de l'islam par les Tâlebân ne représente pas uniquement une vision très particulière de la religion musulmane, mais elle exprime également une attitude intellectuelle ancestrale, qui refuse toute ouverture vis-à-vis du monde moderne et des changements socio-culturels de notre temps. Ce qui complique davantage la question afghane sous la domination politique et religieuse des Tâlebân. ■

(le 13 octobre 1998)

* Directeur des études et professeur de théologie musulmane à l'Institut Européen des Sciences Humaines de Saint Léger de Fougeret (Institut islamique)

Les femmes afghanes dans l'histoire du dernier siècle



par Nancy HATCH-DUPREE*

Dans le cadre de la journée d'études organisée notamment par le CEREDAF à l'UNESCO le 11 décembre, Madame Dupree a bien voulu nous confier sa contribution. Depuis plus d'un siècle, les femmes afghanes sont tiraillées entre un mouvement d'émancipation qui s'était progressivement affirmé jusqu'en 1978 et les fortes tendances conservatrices d'une partie du corps social.

J'ai été chargée de broser une toile de fond pour situer le débat consacré aux femmes afghanes et à l'effet perturbateur que l'histoire récente a eu sur leur vie. L'image ainsi obtenue n'est pas statique, c'est bien plutôt une épure maintes fois raturée en vue de présenter les femmes afghanes dans une perspective plus large.

Les différentes ébauches de cette image sont encore visibles, bien qu'on ait tenté de les effacer ; elles se projettent dans le présent, elles apparaîtront dans les esquisses tracées pour l'avenir. L'exposé que voici renonce à la minutie d'une chronologie pour faire ressortir de cette toile les modèles tissés à partir des attitudes complexes qui déterminent la place que les femmes occupent dans la société⁽¹⁾.

Bien qu'il tienne compte de la ligne de séparation entre ville et campagne et du fait que la plupart des Afghanes vivent dans un cadre rural, le présent exposé s'intéresse essentiellement à l'évolution de la situation dans les villes : c'est cette évolution historique qui a suscité les controverses les plus vives ; de plus, de nombreuses manières de voir sont hier comme aujourd'hui universelles et s'appliquent à la fois aux femmes des villes et des campagnes, qu'elles soient instruites ou analphabètes. D'autre part, alors que des Afghanes élèvent la voix depuis des siècles et que certains Afghans ont œuvré pendant des dizaines d'années pour qu'un rôle plus important soit reconnu aux femmes, l'accent est surtout mis sur les années 1960 et 1970 pendant lesquelles cette évolution a atteint un point d'orgue sur le plan politique.

La supériorité de l'homme

Pour la plupart des Afghans, les responsabilités premières des femmes tournent hier comme aujourd'hui autour de leur foyer et de leur famille. Les normes idéales d'une féminité respectable comprennent, pour les femmes des villes et des campagnes, la dignité, la modestie, la discrétion, le décorum, la droiture et surtout la loyauté à sa famille. Chacune de ces qualités est considérée comme essentielle pour l'honneur personnel et familial qui repose sur la conduite des femmes.

Le rôle des femmes est donc déterminé par la nécessité de préserver ces normes. Un comportement féminin qui s'en écartait, tel que la pratique d'activités en dehors de la maison, était considéré comme la preuve qu'aucun contrôle masculin ne s'exerçait et il entraînait des manifestations d'ostracisme dont la famille pâtissait dans la société. Réciproquement, le respect véritable témoigné aux femmes qui s'en tiennent aux normes acceptées caractérise toute l'histoire afghane.

La croyance innée en la supériorité de l'homme constituait la base idéologique de l'acceptation du contrôle exercé par l'homme sur la femme. Cependant, à maintes reprises dans l'histoire, de grandes femmes écrivains ont composé des lamentations éloquentes sur l'abus des prérogatives de l'homme. Rabia Balkhi, poétesse éminente de la cour samanide de Balkh, demandait au 10^e siècle que l'on reconnaisse aux femmes le droit d'être considérées comme des personnes capables de faire des choix personnels. Cent ans plus tard, à Ghazni, Mahasty demanda à nouveau qu'une identité soit reconnue aux femmes. Peu de choses avaient changé, cinq cents ans plus tard, à Hérat, à l'apogée de la période timouride, quand Mehri protesta dans ses écrits contre les mariages forcés. Au dix-huitième siècle encore, on voit Aicha Afghan dénoncer les injustices familiales qui persistent à Kandahar. Les inégalités d'aujourd'hui sont

* Ethnologue, responsable du centre de documentation ARIC sur l'Afghanistan, à Peshawar.



La première promotion de jeunes filles diplômées de l'Université de Kaboul dans les années 50.

donc anciennes.

Ce n'est pas que les annales ne fassent état d'aucune tentative pour améliorer cet état des choses. A la fin du 19^e siècle, l'émir Abdur Rahman (1880-1901), s'inspirant de préceptes du Coran, prit des décrets interdisant les mariages d'enfants, les mariages forcés, le lévirat et le montant exorbitant de la dot. Il réaffirma le droit des femmes de demander le divorce et de recevoir leur part d'héritage et plaida en faveur de leur droit à l'éducation. Parallèlement, il insista sur la nécessité d'une existence recluse et du port du voile et sur la sévérité du châtiement pour adultère, exhortant sans détours les hommes à exercer un contrôle, car "... l'honneur du peuple d'Afghanistan est constitué par l'honneur de ses femmes." ⁽²⁾

Une évolution souvent contrariée

La possibilité d'en appeler à l'émir changeait peu la situation de la plupart des femmes. De même, les lois qui servirent de bases aux actions menées pour donner aux femmes une place plus équitable n'aidèrent guère celles qui en avaient besoin. L'évolution progressive qui a marqué le vingtième siècle ne cessa d'être gênée par des tensions parallèles suscitées par la manière de penser des couches conservatrices de la société. L'opposition liée à la place que les femmes devaient occuper atteignit souvent des points de rupture.

Le roi Amanullah (1919-1929) fut renversé par des membres de tribus conservateurs qui s'opposaient entre autres à l'éducation et à l'octroi d'un accès plus large des femmes aux activités publiques. Bien que, sous Nader Chah (1929-1933), les femmes aient toujours connu une existence retirée et ne se soient déplacées en public que dissimulées sous le *tchâderi* en raison de l'influence persistante de forts sentiments conservateurs, l'éducation des femmes dans des établissements distincts fut encouragée avec prudence. En fait, c'est à partir de cette époque que les gouvernements, dirigés par des hommes, se sont attachés avec constance à préparer les femmes à jouer un rôle actif car ils y voyaient une conséquence du développement national. C'est en 1959 qu'un fait marquant vint consacrer cette évolution le jour où le gouvernement fit savoir qu'il était favorable à ce qu'il soit mit volontairement fin à la vie retirée des femmes et au port du voile. Les femmes qui se présentèrent alors étaient fin prêtes pour assumer un rôle public dans tous les domaines.

Comme cette évolution se fondait sur une acceptation volontaire, elle suscita progressivement une réac-



Cours de formation de secrétaires au sein de la Banque Commerciale à Kaboul dans les années 60. Le gouvernement et les institutions officielles étaient les premiers employeurs de personnel féminin.

tion positive dans toutes les couches de la population des grandes villes avant de s'étendre aux chefs-lieux de province et aux villes de moindre importance. Les femmes travaillaient désormais avec les hommes dans les administrations, elles se déplaçaient dehors de plus en plus souvent sans être escortées ni s'envelopper du *tchâderi*. Les contacts avec les étrangers dehors restaient pourtant rares et l'adaptation aux nouvelles rencontres des deux sexes traduisait encore une certaine gêne.

Le cadre juridique

Les gouvernements constituèrent un cadre juridique adéquat pour soutenir ce mouvement naissant des femmes. Bien qu'elles ne fassent pas explicitement référence aux femmes, les constitutions de 1923, de 1931 et de 1964 sous-entendaient implicitement celles-ci dans la déclaration selon laquelle tous les citoyens afghans étaient égaux. L'enseignement primaire obligatoire fut accordé aux femmes en 1931 ; les femmes furent automatiquement affranchies et se virent garantie en 1964 la liberté de choisir leur emploi. En 1965, les habitantes des villes participèrent pour la première fois à des élections.

C'est ainsi que furent jetées les bases juridiques d'une place équitable pour les femmes. Comme par le passé, ce cadre juridique fut toutefois mis en œuvre avec du retard et appliqué sans grande efficacité, car c'étaient les comportements familiaux et non les garanties gouvernementales qui décidaient de l'avenir des femmes. Bien que l'islam ne soit que rarement invoqué comme critère pour justifier ce que les femmes pouvaient et ne pouvaient pas faire, les instruments juridiques affirmaient qu'aucune disposition ne devait être contraire à l'islam. C'est pourquoi les lois comportaient de nombreuses ambiguïtés. Le Code pénal de 1976 et le Code civil de 1977 comprenaient de nombreux articles qui encourageaient la domination de l'homme fondée sur l'interprétation coutumière de l'islam et des pratiques patriarcales. Comme son honneur devait être défendu à tout prix, l'homme était libre de commettre un meurtre s'il surprénait sa femme dans une situation compromettante.

Les ambiguïtés et les contradictions permirent à de vieilles causes de grief de subsister. Les différends portés devant le Tribunal spécial des affaires familiales, créé en 1975, font écho aux lamentations des poétesses d'autrefois ainsi qu'aux décrets de l'émir proclamés près de cent ans auparavant. Les affaires concernant le choix du conjoint, le divorce, les droits des enfants, le droit de garde, le droit de propriété, les mauvais traitements et d'autres injustices liées à des questions familiales prédominaient. Des femmes afghanes siégeaient désormais au sein de ces juridictions familiales, qui représentaient

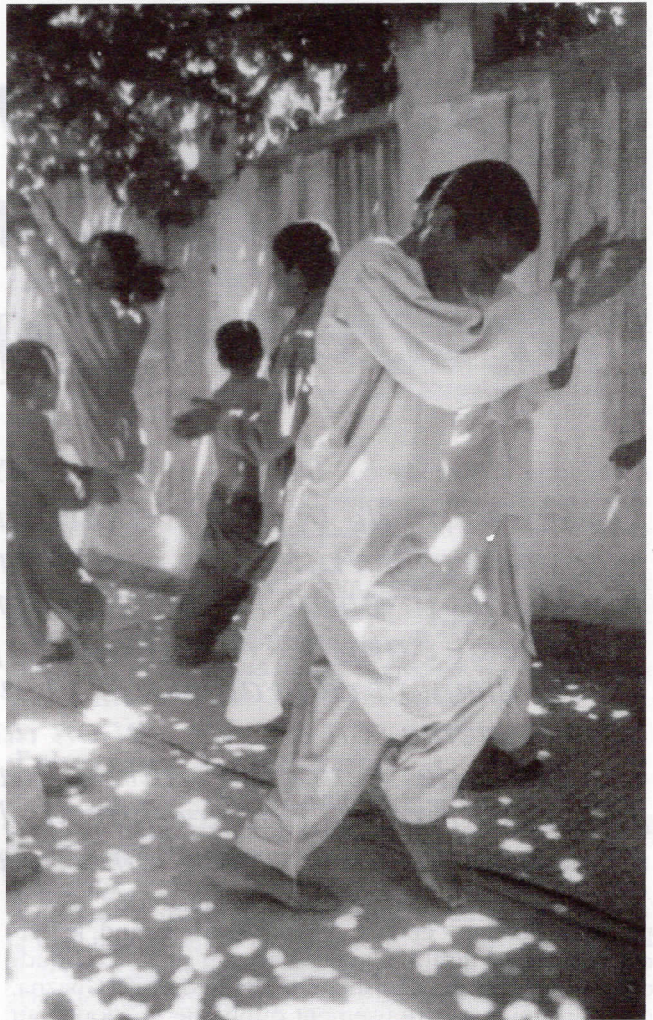
nous leur réservions à la maison AFRANE était donc destiné à rebâtir un mode de relations personnelles et collectives basé sur la confiance, la responsabilisation grâce au sport d'équipe - le volley, sport national à Kaboul - la prise de conscience de sa propre identité et de ses moyens d'expression à travers le dessin, le modelage, et l'ouverture au dialogue, bref un refuge régulé par un minimum de discipline.

Ce petit programme a malheureusement vite échoué sur un écueil de taille : les réticences, voire l'opposition des parents. Car les enfants sont victimes des pressions familiales, en tant que soutiens financiers. Pour les parents, et les enfants eux-mêmes qui avaient intégré, consciemment ou par la contrainte, le devoir qui leur incombait de rapporter assez d'argent pour nourrir leur famille, aller à l'école ne serait-ce que quelques heures par jour était autant de temps perdu pour le "travail". A la fin de la journée, la recette s'en trouvait diminuée. L'école et l'alphabétisation sont loin d'être des priorités. Nombre de parents, ou les garçons eux-mêmes, s'opposaient à la poursuite du programme. Il s'avérait en fait qu'un important travail devait être effectué en amont, c'est à dire auprès des familles elles mêmes. Nous avons ainsi commencé par rencontrer les parents, visiter les domiciles, et entamer un dialogue avec eux, écoutant leurs doléances et tentant de les convaincre de l'utilité pour leurs enfant d'obtenir un minimum d'éducation. Un subtil équilibre est à atteindre entre les impératifs économiques immédiats de ces familles sinistrées, et l'impossibilité de laisser ces enfants à eux-mêmes, les privant ainsi de leur avenir. Nous avons essayé de le trouver en combinant les heures passées à l'école avec une formation professionnelle dispensée par une autre ONG partenaire, pour laquelle les garçons recevaient un petit pécule.

Quelques situations concrètes

Farouq et son frère Ma'rouf n'ont plus que leur mère. Ils partagent une boîte de cirage, mais Farouq, d'un tempérament souvent violent, est l'un des leaders d'un groupe, et travaille parfois avec un autre groupe à Wazir Akbar Khan. Mir Waïs est un garçon plus âgé, presque un adolescent. Lui aussi a perdu son père. Contrairement aux autres, il se caractérise par un grand sens de la responsabilité, mais n'appartient pas à l'un des groupes organisés. Il veut devenir maçon, et avait même commencé à apprendre le français. Lui aussi vient du nord de Kaboul.

Abder Rahman est un garçon de 9 ans. Son père a déjà une barbe blanche, et a perdu sa première femme. Il s'est remarié, avant de fuir les environs de Golbahar avec sa famille lors des combats de 1997. Ils habitent une maison en briques crues de deux pièces au fond d'une cour à Qala-ye Musa, le loyer est de 30 000 afghanis par mois, il n'y a pas de latrines ni de puits. Abder Rahman a deux petits frères, deux petites sœurs, et une grande sœur, qui n'est pas mariée par manque de moyens. Sa sœur cadette est atteinte de sévère malnutrition : on ne mange que cinq pains et du thé sans sucre, tous les jours. Sa mère a déjà perdu trois enfants, et est elle-même très affaiblie. Son père est sans emploi. Abder Rahman a commencé par mendier l'argent dans le quartier de Chahr-e Nao, puis partageait une boîte de cirage de chaussures avec d'autres garçons, avant d'acheter lui même une boîte pour 10 000 af. Un bocal de cirage coûte 13 000 af. Il ramenait, selon les jours, de 5 000 à 20 000 af à la maison (1 FF vaut grosso modo 6000 af), mais préférait ne pas rentrer lorsque les gains



L'une des priorités du programme des enfants des rues d'AFRANE était de restaurer des relations de confiance entre les enfants. Kaboul, 1998. Photo O. Tirard-Collet.

étaient trop faibles. Son visage et ses mains sont dévorés par la leishmaniose, et il n'a jamais mis les pieds dans une école. Il raconte avoir peur des Tâlebân, qui "battent les enfants, et les mettent en prison."

Nabila n'a que six ans. Elle est accompagnée de sa sœur aînée, et tous les jours est postée au même carrefour, la main tendue.

Ils ne sont que quelques uns des 40 000 enfants qui vivent dans les rues de Kaboul, qui ne parlent jamais du futur. Pour eux, le présent se réduit à la survie immédiate, aux lourdes responsabilités qui pèsent sur leurs épaules. Grandis trop vite, ils n'ont connu de la capitale que les ruines, l'exil et la guerre.

"Les Etats parties s'engagent à respecter et à faire respecter les règles du droit humanitaire international qui leur sont applicables en cas de conflit armé et dont la protection s'étend aux enfants." Convention relative aux Droits de l'Enfant, art.38-1. ■

(1) Patricia SELICK, Sami HASHEMI, The Impact of Conflict on Children in Afghanistan, research conducted for Radda Barnen, Save the Children Federation, Inc., Save the Children UK, UNICEF, mai 1998, 55 pp., annexes.

(2) Voir Peter MARSDEN, The Taliban, War, Religion and the New Order in Afghanistan, London & New York, Zed Books Ltd, Oxford University Press.. pp. 52-53.

(3) On estimait qu'environ 150 écoles de filles privées étaient ouvertes à Kaboul. Elles ont dû fermer au début du mois de juin 1998 sur ordre du ministère du Vice et de la Vertu, et on ignore combien restent ouvertes à ce jour.

(4) A l'exception notable du lycée Esteqlal.



Manifestation d'étudiantes dans les années 70.



1979. Le gouvernement communiste émet un timbre concernant le décret n° 7 assurant l'émancipation des femmes.

vail. Pour la plupart d'entre elles, seuls se retrouvaient les membres de la famille élargie lors de rencontres ou de fêtes. Bien que le nombre de mariages conclus hors de la lignée familiale stricte augmentât véritablement dans toutes les couches sociales, y compris les élites très bien éduquées, le choix du conjoint, de la profession et d'autres aspirations personnelles étaient pour l'essentiel influencés par l'institution familiale dominée par l'homme.

Des femmes dénonçaient en privé ces limitations imposées par la famille, mais elles exprimaient rarement leurs frustrations en public. Le militantisme allait à l'encontre du code de conduite prescrit aux femmes, si bien que la plupart d'entre elles s'abstenaient de mener des activités politiques, même dans l'atmosphère enfiévrée qui marqua le début des années 1970. C'était tout simplement une activité peu convenable pour le sexe féminin.

Des femmes étaient employées au sein de ministères, elles assistaient à des rencontres universitaires internationales. Un petit nombre d'entre elles furent élues au Parlement, mais il ne se forma aucune force soudée permettant aux femmes d'œuvrer de manière distincte pour obtenir le respect des garanties que la loi leur accordait. Les organisations de femmes s'intéressaient aux actions caritatives et humanitaires ; un hommage était rendu à la Mère de l'année. Même après le coup d'Etat de 1978 et ses promesses révolutionnaires de pleine égalité, les femmes continuèrent de dépendre étroitement de la réussite de certains hommes politiques et des mentalités patriarcales que ceux-ci condamnaient dans leurs discours.

Le retour en arrière

Pour les dizaines de milliers de personnes contraintes à l'exil par le coup d'Etat et l'invasion étrangère, la place symbolique de gardiennes de l'honneur familial reconvenue aux femmes apparut à nouveau comme primordiale. Une nouvelle fois, le discrédit fut jeté sur l'éducation des femmes, tandis que le mode de vie retiré et le voile étaient à nouveau la règle. La société et ses valeurs étaient en péril, si bien que les femmes, appelées à perpétuer ces valeurs et à être le symbole de la pureté nationale, furent maintenues à l'écart et protégées d'un environnement à nouveau hostile.

Au fil des longues années qui suivirent 1978, cet état d'esprit s'assouplit. Comme la situation économique des familles devint plus difficile, les hommes ouvrirent plus volontiers leur porte. Cependant, aujourd'hui, le pendule est revenu à nouveau bien en arrière vers un rôle exclusivement domestique pour les femmes, un rôle régi par une vision masculine exagérée, ancrée dans des coutumes patriarcales ancestrales, drapées dans le manteau de l'islam.

Les femmes qui considéraient comme allant de soi le droit à l'éducation et à une profession se sentent à juste titre menacées. Cependant, comme autrefois, il leur reste à prendre des postes de responsabilité. Il n'est pas dans la nature de leur société de les y encourager et le passé leur a donné peu d'occasions d'apprendre comment promouvoir effectivement leurs droits fondamentaux. Les hommes ont pris la tête ; les femmes n'ont pas eu besoin de se battre pour bénéficier des droits qui leur ont été reconnus. Actuellement, les femmes attendent en trop grand nombre que d'autres fassent le nécessaire pour elles. Mais les hommes qui manifestaient de la sympathie à leur égard ne sont plus là. Former les femmes à des rôles de dirigeantes, tel est le défi du moment si les femmes doivent traverser la crise actuelle et aller à nouveau de l'avant.

(traduction: Ph. Frison)

NOTES

- (1) S'agissant de la période du dix-neuvième siècle jusqu'à 1978, voir N.H. Dupree, *Revolutionary Rhetoric and Afghan Women*, in: M. Nazif Shahrani et Robert Canfields (dir.), *Revolutions and Rebellions in Afghanistan: Anthropological Perspectives*, Berkeley, University of California, 1984.
- (2) Firman royal à l'intention du peuple de Ningrahar et de la Kunar, 1893.
- (3) Pour une description de tous les secteurs d'activité juste avant le coup d'Etat, voir Fahima Rahimi, *Women in Afghanistan/Frauen in Afghanistan*, Liestal, Stiftung Bibliotheca Afghanistanica, 1986.
- (4) Pour une étude consacrée à l'état d'esprit des étudiantes de l'Université de Kaboul, voir Erika Knabe, *Women in the Social Stratification of Afghanistan*, in: C.A.O. van Nieuwenhuijze (dir.), *Commoners, Climbers and Notables*, Leyde, E.J. Brill, 1977.
- (5) Au sujet de l'expérience des réfugiés, voir N.H. Dupree, *The Present Role of Afghan Refugee Women and Children*, La Haye, Fondation Bernard van Leer, 1992.
- (6) Au sujet des Tâlebân et de la controverse sur les questions liées aux femmes en Occident, voir N.H. Dupree, in: William Maley (dir.), *Fundamentalism Reborn?: Afghanistan and the Taliban*, Londres, Hurst & Co, 1998.

La situation des Hazaras

Au moment de clore ce numéro, nous avons reçu cette lettre d'un ami afghan du Pakistan. Elle comporte des informations très récentes sur la vie des Hazaras dans plusieurs régions d'Afghanistan. Nous avons jugé indispensable de la publier.

De nombreuses familles ismaélites ont dû fuir Pol-e Khomri où les Tâlebân ont pillé leur maison. Ils sont arrivés démunis et reçoivent de l'aide de l'association Agha Khân. Un logement leur est attribué dans différents quartiers de la ville. Il faut savoir que les familles afghanes exilées déjà installées vivent dans un logement pauvre et trop exigü pour accueillir les nouveaux arrivants.

Deux familles ont fui récemment Cheikh Ali. Elles sont arrivées lundi 9 novembre. Elles ont raconté :

"Quand les Tâlebân sont parvenus à Cheikh Ali, ils ont tué quelques jeunes hommes. Ils ont pillé certaines maisons en bordure de route et incendié d'autres. Ils ont confisqué (pour ne pas dire volé) tous les véhicules : vélos, voitures, camions. Ils ont tué des gens pour la seule raison qu'ils n'étaient pas capables de réciter la prière sunnite.

Ils ont établi des centres administratifs dans chaque manteqa (zone). La population doit fournir au personnel de ces centres combustible, c'est à dire végétation sèche, et nourriture, c'est-à-dire trois têtes de bétail par jour, soit mouton, soit chèvre. Un tour de rôle des différents villages a été établi.

Les commandants anti-Tâlebân ont tous fui le pays pour le Pakistan ou l'Iran. Cependant les Tâlebân les recherchent. Ils ont demandé à la population de remettre leurs armes. Ils ont donc remis leurs armes ou une partie de celles-ci. Les Tâlebân continuent leur recherche. Ils effraient et/ou

paient les enfants pour que ceux-ci dénoncent les détenteurs d'armes (certains Hazaras vont d'eux-mêmes dénoncer leur voisin !). Quand les Tâlebân ont obtenu un nom, ils se présentent la nuit et frappent jusqu'à ce qu'ils obtiennent une arme ou l'équivalent en argent."

La population n'a pas de travail. Elle souffre depuis des mois de la faim et maintenant des repréailles. Tous désirent fuir. Beaucoup hésitent. Que vont-ils trouver de l'autre côté de la frontière ? Certains viennent voir. Ils se renseignent et repartent chercher leur famille.

Une personne est venue de Waras. Les Tâlebân ne se sont pas rendus à Takht, mais les écoles y sont fermées. Nous avons entendu dire qu'avant l'arrivée des Tâlebân dans le Charestân (partie sud du Hazaradjat), la population avait rassemblé du bétail pour offrir aux nouveaux occupants. Le commandant tâleb a refusé ce présent. Il a dit qu'ils avaient avec eux de quoi se nourrir. L'attitude des Tâlebân varie avec celle de leur commandant (et peut-être avec l'importance des combats qui ont eu lieu dans la région NDLR).

A Sorkh Parsa, où les Hazaras chiites sont minoritaires, ces derniers doivent se rendre à la mosquée apprendre la prière sunnite. Ils sont dans l'obligation de se convertir.

Un massacre à Kunduz

Un Tadjik originaire de Kunduz et qui réside au Pakistan vient de nous raconter

le voyage qu'il a effectué dans sa ville d'origine l'été dernier pour visiter sa famille. Il est rentré fin octobre.

"Quand je suis arrivé à Kunduz, les Tâlebân s'apprêtaient à attaquer Cheberghân, Tâch Qorghân et Mazar-e Charif. J'étais dans ma famille quand ils ont pris ces villes [début août]. J'ai entendu dire qu'ils ont massacré tous les Hazaras à Mazar-e Charif : femmes, hommes, enfants. J'ai voulu voir cela de mes propres yeux. Je m'y suis rendu quelques jours après la prise de la ville. J'ai vu dans certains quartiers de nombreux corps en décomposition dans les rues. Une odeur nauséabonde s'en dégageait. Des chiens mangeaient les morts. Les Tâlebân contrôlaient la ville. Par les rumeurs j'ai appris qu'ils confisquaient des biens privés et commerciaux. Je suis retourné à Kunduz dégoûté.

Le jour où je suis reparti pour le Pakistan, je me suis rendu à l'aéroport de Kunduz et j'y ai rencontré un commandant tâleb, ami de ma famille. Il a tenu à me montrer quelque chose dans une plaine près de l'aéroport : c'était un champ d'ossements : crânes, os quelques fois pas totalement décharnés. J'avais envie de vomir. Un commandant, nommé Dâdallah [littéralement Dieu-donné], avait ordonné la mort de 450 Hazaras faits prisonniers après la prise de Mazar. Ces prisonniers avaient été emmenés à Kunduz pour qu'ils soient transférés dans les prisons de Kandahar. Depuis leur exécution, ce commandant est appelé "Ghâzi Dâdallah" (1) par la population Tâlebân. Mon départ pour le Pakistan correspond au moment où les Tâlebân voulaient reprendre Takhâr à Massoud. De nombreux Tâlebân furent tués." [Tâloqân a été repris par les Tâlebân le 11 août]. ■

(1) Le terme de Ghâzi désigne un "combattant pour la Foi" qui a remporté la victoire, un conquérant.

Les Nouvelles d'Afghanistan

Le journal LES NOUVELLES D'AFGHANISTAN est une revue trimestrielle éditée par AFRANE (Amitié Franco-Afghane).

Les opinions émises dans les articles publiés n'engagent que leurs auteurs.

- Abonnement France - 4 numéros 150 FF
- Abonnement de soutien - 4 numéros à partir de 180 FF
- Abonnement France - 8 numéros 300 FF
- Autres pays - 4 numéros 180 FF
- Autres pays - 8 numéros 360 FF

Nom Prénom
Adresse

Afrane

Permanence : 16, passage de la Main d'Or
75011 Paris - Tél : (33) 01.43.55.63.50

L'Association Amitié Franco-Afghane (Afrane) a été fondée au début de 1980, en réponse à l'occupation militaire de l'Afghanistan par les Soviétiques. Organisme d'aide humanitaire, Afrane ne souhaite qu'aider les Afghans et ne se situe dans la mouvance d'aucun parti politique.

- Adhésion avec abonnement au journal "Les Nouvelles d'Afghanistan" 250 FF
- Adhésion de soutien à partir de 300 FF
- Adhésion seule (sans abonnement) 150 FF
- DON (déductible de l'impôt dans les limites prévues par la loi, un reçu sera adressé sur demande)

Nom Prénom
Adresse

Septembre 1998

- **Le 3 : Amnesty International** accuse les Tâlebân d'avoir délibérément et systématiquement tué des milliers de civils hazaras pendant les trois premiers jours qui ont suivi leur conquête de Mazar. Les Tâlebân démentent.

Une compagnie américaine de télécommunication signe un contrat de 419 millions de dollars avec les Tâlebân pour l'installation d'un réseau de téléphones cellulaires.

- **Le 4 : M. Rabbâni participe** au sommet des pays non-alignés à Durban.

- **Le 5 : On apprend qu'une explosion** aurait fait 60 morts le 27 août parmi la garnison d'un dépôt militaire à Kaboul.

- **Le 6 : L'ayatollah Khamenei** exclut toute idée de confrontation armée avec l'Afghanistan.

Le représentant des Tâlebân auprès de l'ONU déclare qu'il ne serait pas surpris si "des armes particulièrement terrifiantes venaient à être utilisées dans cette partie du monde pour la première fois".

- **Le 7 : M. Rabbâni**, de passage à Ankara, demande que soient prises des mesures internationales contre les Tâlebân.

Les forces de Massoud s'emparent de positions montagneuses à 25 km au nord de Kaboul (dont Chakar Dara et Hossein Kot). **N. Babar**, ancien ministre pakistanais de l'Intérieur affirme que des Tâlebân ont été entraînés en 1994 au Pakistan par ses ordres.

- **Le 9 : Le ministre pakistanais** des Affaires étrangères, tout en affirmant que les Tâlebân ont apporté la stabilité en Afghanistan, se

prononce pour un gouvernement élargi.

- **Le 10 : Après la découverte des corps** des diplomates iraniens, l'Iran déclare qu'il tient les Tâlebân et le Pakistan responsables de leur meurtre. Les Tâlebân affirment que les assassins ont agi de leur propre chef, en dehors de toute instruction. L'Iran décrète un deuil national de trois jours.

- **Le 11 : M. Ben Laden** aurait été mis en résidence surveillée par les Tâlebân. Mollâ Omar l'aurait critiqué d'avoir menacé les intérêts américains dans le monde.

Mollâ Omar interdit le mariage forcé des femmes.

Le Conseil de Sécurité condamne l'assassinat des diplomates iraniens et demande une enquête urgente.

- **Le 12 : Les Tâlebân autorisent** les journalistes à se rendre en Afghanistan, partout sauf à Mazar-e Charif.

Le gouverneur de Ghazni est tué dans les combats en Hazaradjat. D'autre part trois commandants se rendent aux Tâlebân. Mollâ Omar demande à ses hommes de traiter correctement leurs prisonniers.

Les Tâlebân dirigent 10 000 de leurs combattants vers la province de Hérat pour faire face aux 200 000 soldats iraniens qui effectuent des manœuvres de l'autre côté de la frontière.

- **Le 13 : Les Tâlebân s'emparent** de Bâmyân au centre de l'Afghanistan, après la reddition de plusieurs commandants. Mollâ Omar lève le blocus du Hazaradjat et demande aux organisations internationales d'apporter de l'aide à la région.

Le Pakistan bloque les exportations de sucre vers l'Afghanistan.

- **Le 14 : M. Rabbâni** suggère aux Iraniens d'armer les réfugiés afghans en Iran pour lutter contre les Tâlebân.

La Croix rouge rapatrie à Téhéran les corps de sept diplomates, deux autres corps ne sont pas reconnus par les Iraniens. Enfin deux autres diplomates qui sont parvenus à s'enfuir arrivent en Iran.

- **Le 15 : Les Tâlebân** dépêchent 25 000 hommes sur la frontière iranienne

- **Le 16 : Trois charniers contenant** 900 corps de miliciens ont été découverts près de Mazar, selon les Tâlebân.

- **Le 17 : Le ministre pakistanais** des Affaires étrangères se rend en Iran pour diminuer la tension.

Les forces de Massoud reprennent le contrôle de la région de Ragh au Badakhchân, tandis que les Tâlebân s'emparent de Cheikh Ali en Hazaradjat.

Le chargé d'Affaires des Tâlebân à l'ONU confirme la présence de milices pakistanaises aux côtés des Tâlebân. Elles seraient responsables de "certaines atrocités".

Le vice-ministre iranien des Affaires étrangères souhaite que l'ONU joue un rôle "beaucoup plus significatif".

- **Le 19 : La famine menace** un million de personnes en Hazaradjat, selon l'ONU.

- **Les 20 et 21 : Kaboul est pilonné** par des missiles attribués à l'opposition. Massoud nie être l'auteur de cette attaque qui aurait fait 76 morts et plus de 200 blessés et prétend que les Tâlebân cherchent à le diffamer.

- **Le 21 : les Tâlebân réunissent 1500 oulémas** pour décider de la conduite à tenir face à l'Iran.

Massoud aurait reçu d'importantes fournitures d'armes ces dernières semaines, y compris des hélicoptères et des avions.

Le ministre pakistanais des Affaires étrangères réclame la reconnaissance internationale des Tâlebân.

Réunion à l'ONU du groupe des "6 + 2".

Le 22 : L'Arabie saoudite rappelle son chargé d'affaires à Kaboul, suite apparemment à l'affaire Ben Laden.

Mollâ Omar déclare que le monde ne devrait pas attendre de concession de la part des Tâlebân s'il ne les reconnaît pas.

- **Le 23 : La police pakistanaise** arrête deux Afghans accusés de trafic d'uranium.

- **Le 25 : Les Tâlebân arrêtent** 55 personnes dont 25 anciens officiers, accusés de chercher à renverser le gouvernement.

- **Le 26 : Après avoir pris** la veille la petite ville de Yakaolang, les Tâlebân prennent le contrôle de Pandjao, au centre de l'Afghanistan.

- **Le 27 : Mollâ Omar avertit** que les fidèles incapables de réciter correctement les cinq

Brèves

Ben Laden : Mollâ Omar aurait épousé une fille de Ben Laden. (*Le Figaro*, 15/10)

Croix Rouge : Il y aurait actuellement 97 842 familles dont le chef est une veuve et 63 246 dont le chef est un handicapé. 43 500 personnes ont été traitées pour des blessures de guerre pendant les neuf premiers mois de 1998. 3 689 personnes ont reçu des soins après avoir sauté sur des mines. (*AFP*, 12/10)

Terrorisme : Selon le chargé d'affaires des Tâlebân à New-York, ce sont des miliciens pakistanais du Sepah Sahabah qui seraient responsables de l'assassinat au mois d'août à Kaboul du colonel italien membre d'une mission de l'ONU. (*Le Monde*, 19/9)

Réfugiés : Plus de 100 000 réfugiés sont arrivés en Iran depuis un an. (*La Croix*, 8/9)

Pavot : L'Afghanistan pourrait produire cette année 3 269 tonnes d'opium (+ 16% par rapport à l'an dernier), selon un rapport du Programme des Nations unies contre la drogue. Le pavot est cultivé sur 63 674 hectares (+ 9%). L'Afghanistan est le plus grand producteur d'opiacés du monde. Les Tâlebân contrôlent 96% de la production. (*La Montagne*, 6/10, *L'Humanité*, 8/10)

Arme atomique : Ben Laden aurait acheté des armes nucléaires dans d'anciennes républiques soviétiques, selon le journal de langue arabe Al Hayat. (*Le Figaro*, 15/10)

Baghlân : Les Tâlebân auraient transporté la capitale de la province de Baghlân à Pol-e Khomri. (*Internet*, 28/10)

Entraînement : Des hommes de Massoud ont reçu un visa de Téhéran pour s'entraîner en Iran. (*Le Point*, 3/11)

SAS : Des modjahedin ont été formés, à la demande de la CIA, au maniement des missiles Stinger, dans trois bases militaires britanniques. (*Izvestia*, 5/11)

Sayed Djalglan : L'ancien commandant de la résistance hazara dans la région de Ghazni a déposé les armes car la population était trop épuisée pour continuer le combat.

prières seront bientôt punis.

- **Le 29 : Mollâ Omar rejette** l'idée d'un gouvernement élargi, soutenue par le groupe des "6 + 2".

- **Le 30 : La représentation diplomatique** de l'Iran au Pakistan est réduite au strict minimum.

Octobre

- **Le 1 : Un avion de Massoud**, transportant des armes depuis le Tadjikistan se pose à Kaboul et son équipage se rend aux Tâlebân.

- **Le 2 : Les Tâlebân déploient** 27 000 combattants supplémentaires dans les provinces frontalières avec l'Iran.

Les Tâlebân accusent l'Iran de violation de l'espace aérien de l'Afghanistan.

- **Le 5 : L'envoyé spécial de l'ONU** pour l'Afghanistan, M. Brahimi, entame une tournée pour réduire la tension entre l'Iran et l'Afghanistan.

- **Le 6 : Mollâ Omar** pose comme condition pour l'arrêt de la culture du pavot la reconnaissance internationale du régime des Tâlebân.

Les Tâlebân pendent trois de leurs hommes pour abus sexuels lors de la prise de Mazar.

- **Le 8 : Incident frontalier** entre l'Iran et l'Afghanistan. M. Annan demande aux Tâlebân de désamorcer la tension.

- **Le 9 : Cinq hommes d'affaires** iraniens détenus à Kaboul depuis quinze mois sont libérés. Les Tâlebân procèdent à d'autres libérations les jours suivants.

500 tonnes de munitions à destination de l'Afghanistan, provenant d'Iran sous couvert d'un convoi humanitaire, sont découvertes dans le sud de la République du Kirghizstan. Le chef de la douane sera limogé début novembre.

- **Le 12 : Grande offensive** sans grand succès des Tâlebân sur trois fronts au nord de Kaboul (à Tagao, au nord du Salang et dans la vallée du Ghorband). Les Tâlebân affirment cependant avoir pris Nedjrao.

MM. Eltsine et Karimov (président d'Ouzbékistan) déclarent que les Tâlebân ignorent ouvertement les résolutions de l'ONU et que c'est la principale cause de la poursuite de la guerre en Afghanistan.

- **Le 13 : Explosion à Kaboul** d'un camion chargé d'explosifs. Un véhicule blindé est détruit, mais il n'y a pas de victimes.

Mollâ Omar interdit l'utilisation de mines anti-personnel.

- **Le 14 : M. Brahimi**, qui a été autorisé exceptionnellement par le Secrétaire Général de l'ONU à se rendre en Afghanistan en dépit de l'interdiction générale faite au personnel de l'ONU d'y voyager, rencontre Mollâ Omar à Kandahar. Il estime, après l'entretien, disposer d'une bonne base pour réduire la tension entre l'Iran et les autorités Tâlebân. Il se rend ensuite à Téhéran,

puis le 23 en Ouzbékistan et ensuite au Tadjikistan pour rencontrer Massoud.

- **Le 16 : Mollâ Omar** affirme qu'il consulte des oulémas pour savoir si le fait de livrer Ben Laden serait conforme à la loi religieuse. Quelques jours plus tard, un dirigeant des Tâlebân déclare que ceux-ci sont prêts à juger Ben Laden si Washington fournit des preuves convaincantes de son implication dans les attentats terroristes.

Les troupes de l'opposition aux Tâlebân reprennent la ville de Tâloqân dans le nord-est du pays puis, le 18, la ville de Khanabad, le 21 la vallée d'Andarâb puis la localité d'Artchi. Les voies d'approvisionnement de Massoud s'en trouvent facilitées.

- **Le 20 : La commission de vérification** des pouvoirs de l'ONU maintient le gouvernement de M. Rabbâni sur le siège de l'Afghanistan.

- **Le 21 : Le Programme Alimentaire Mondial**, en rupture de stocks à Peshawar, suspend pendant trois jours ses fournitures de farine destinées aux plus démunis de Kaboul.

Les Tâlebân arrêtent à Djalalabad une trentaine de personnes liées aux anciens partis communistes pour tentative présumée de complot. Le général Tanay dément être lié à une tentative de coup d'Etat.

- **Le 22 : Les Tâlebân imposent aux hindous** de Kandahar (une cinquantaine de familles, contre environ 600 avant-guerre) de porter un vêtement jaune.

Massoud affirme avoir fait prisonnier un millier de Tâlebân.

- **Le 23 : L'ONU et les Tâlebân** signent un accord en vue du retour des employés de l'ONU en Afghanistan.

- **Le 25 : Violents combats** pour le contrôle d'Imam Sâheb où les Tâlebân auraient pris des centaines de civils en otage.

- **Le 26 : Les Tâlebân protestent** contre l'exclusion de trois boxeurs afghans d'un tournoi à Karachi pour port de barbe, et demandent la modification des règlements olympiques.

- **Le 29 : Réunion dans le nord** de l'Afghanistan de chefs de l'opposition aux Tâlebân autour de Massoud.

Les Tâlebân et les forces de Massoud conviennent de libérer 1000 prisonniers de chaque côté durant un cessez-le feu d'une semaine, négocié par un conseiller afghan de la famille royale saoudienne.

Les Tâlebân protestent contre la visite aux Etats-Unis du général Mâlek accusé de massacres de prisonniers Tâlebân.

L'ancien roi Zâher Châh décide d'envoyer une délégation, conduite par son gendre Sardar Wali, en Afghanistan.

- **Le 30 : Massoud** fait une visite en Iran. Le nouveau coordinateur de l'ONU pour l'Afghanistan, Erick de Mul, arrive à Islamabad.

Trois hommes, dont un membre de la poli-

ce religieuse, sont fouettés à Kaboul pour corruption.

- **Le 31 : Un certain Ghani**, ancien sous-préfet de Dand du temps de Taraki, aurait été exécuté par les Tâlebân à Kaboul.

Novembre

- **Le 1 : A la suite d'accidents mortels** causés par des Tâlebân, Mollâ Omar décrète que chaque chauffeur Tâlebân qui causerait un accident mortel sera condamné à 5 ans de prison.

- **Le 2 : L'association Human Rights Watch** publie un rapport de 18 pages sur les massacres qui ont suivi la prise de Mazar par les Tâlebân.

Un cousin de l'ancien président Nadjibullah est assassiné à Peshawar.

L'échange de prisonniers entre les Tâlebân et Massoud est suspendu suite au refus des Tâlebân de libérer Ismâel Khân. Cependant la trêve aurait été prolongée de deux semaines.

- **Le 3 : Un bouddha** de Bâmyân aurait été touché par des tirs. L'auteur aurait été arrêté.

- **Le 4 : 10 ONG** (dont German Agro-Action, IAM, ACF, Dutch Committee for Afghanistan, le Swedish Committee, DACAR, German Peace Village et Terre des Hommes) sont autorisées à reprendre leur travail à Kaboul.

- **Le 5 : 60 prisonniers**, arrêtés dans les provinces de l'Est pour complot présumé, sont transférés à Kandahar.

Ils nous ont quittés

Wali Seradj

Pour la communauté afghane en Europe, 1998 a été marquée par la disparition de quelques-uns de ses éminents membres. La dernière en date est celle de Wali Seradj.

Wali Seradj, fils du général Mohamad Ali Seradj, ancien St-Cyrien, et petit-fils du roi Habibullah Khan (1901-1919), est né à Kaboul en 1929.

Après une brillante scolarité au lycée Esteqlal, Wali Seradj poursuit ses études en France et retourne dans son pays en 1956. Il enseigne les mathématiques au lycée Esteqlal, puis devient assistant à la Faculté des Sciences de Kaboul. Il quitte son pays en 1964 pour Paris où il est recruté comme professeur de mathématiques. Il accomplit trois années de coopération au Maroc dans le cadre de l'Education Nationale.

En 1989, après avoir créé avec un certain nombre d'amis afghans, attachés à la culture française, le nouveau lycée Esteqlal de Peshawar, il part au Pakistan durant quatre ans pour soutenir et aider les réfugiés

afghans. Il s'enrôle à AVICEN (ONG) où il donne des cours pour former des aides soignants envoyés dans les camps des réfugiés afghans au Pakistan et à l'intérieur de l'Afghanistan. Il rentre en France en 1993. Déjà sa santé se dégrade. Il décède le 12 octobre dernier chez lui.

Sa droiture, son honnêteté intellectuelle et son franc parler étaient des traits qui impressionnaient ceux qui approchaient Wali Seradj. Doté d'une vaste culture, il avait assimilé la philosophie orientale comme celle de l'occident. Il était également à l'aise pour analyser et commenter un poème de Djâlâluddîn Balkhî ou de Bédil qu'un texte de Rousseau ou Voltaire.

Discuter avec Wali Seradj était toujours intéressant et enrichissant. Il m'arrivait parfois de ne pas être d'accord avec lui sur un sujet ou un autre. Mais on sentait que ses opinions étaient basées sur des convictions sincères et non pour suivre une mode ou pour le plaisir de contredire son interlocuteur. La sincérité de ses convictions avait un effet désarmant.

Il souffrait de la situation prévalant dans son pays. Il en analysait la situation compliquée avec beaucoup de clairvoyance et d'objectivité.

Le drame afghan dure depuis plus de 20 ans. A peine sorti de la guerre sanglante imposée par les troupes d'occupation soviétique, l'Afghanistan est à nouveau victime d'une guerre de clans imposée par les pays étrangers, et se trouve plongé dans le fanatisme et l'ignorance.

Il y a un appauvrissement considérable de la société culturelle afghane. L'élite afghane après avoir été décimée par les communistes et ignorée par les modjahedins et les Tâlebân a quitté massivement le pays. La relève n'est pas assurée. Dans ce contexte la mort de personnalités comme Wali Seradj qui a consacré une partie de sa vie à l'éducation des jeunes Afghans prend une autre dimension.

Au nom de beaucoup, je présente mes condoléances les plus sincères à sa dévouée épouse Monique, à son fils Dr Ali et à sa fille Hélène.

Homayoun Shah Assefy

Hakim Tabibi

Nous avons appris tardivement le décès de M. Abdul Hakim Tabibi, survenu à Genève le 4 avril dernier. Ancien diplomate et ancien ministre de la justice, M. Tabibi était un disciple de Djâlâluddîn Afghani. A ce titre, il était le rédacteur en chef de *Firmest Bond* (Orwhat al-Wuthqa), revue trimestrielle fondée par Afghani.

Nous présentons toutes nos condoléances à sa famille.

Périodiques spécialisés

- **Bulletin du CEREDAF**, n° 145, août-septembre, 146, octobre, 147, novembre. [Les nouvelles au jour le jour du mois précédent, dix ou onze numéros par an, abonnement 100 F, bibliothèques 150 F, étranger uniquement par mandat postal 120 F, à l'ordre du CEREDAF, 16 passage de la Main d'Or, 75011 Paris].
- **ARIC Bulletin**, bulletin bibliographique mensuel doublé d'une chronologie, publié par ACBAR, UPO 1084, Peshawar.
- **Lueur**. Revue de presse sur l'Afghanistan, mensuel portant sur la presse pakistanaise anglophone ainsi que sur des articles de la presse internationale, notamment iranienne, saoudienne...
- **Afghanistan Info**, n° 43, septembre 1998 (The end of US Policy toward Afghanistan ? Barnett Rubin ; Une nouvelle donne internationale, Olivier Roy ; Die Taliban : Neue Ordnungsh, ter in Afghanistan, Citha D. Maass ; Quelle politique pour l'Iran en Afghanistan ? Frédéric Grare ; Auch-nach zwanzig Jahren Krieg die Würde bewahrt, Karin Reber Ammann ; Afghanistan-Tadjikistan : la route de l'opium, OGD).
- **Mosaic**, n°2, summer 1998.
- **Waraqa-e khabari**, n°2, 1^{er} novembre 1998, 10 p., édité par l'association des Afghans en Suisse.
- **Afghanistan Nytt**, n°2/1998, publié par le comité suédois pour l'Afghanistan.
- **Qassarikh-e Malalâi yâ Khaterât-e awalin lisa-ye Dokhtarân-e Afghânestân** (l'histoire légendaire de Malalâi, premier lycée de filles d'Afghanistan), témoignages et photos rassemblés par Nasrine Abou Bakre Gross, Falls Church, VA 22042 Etats-Unis. Disponible au CEREDAF, 180 F ; 205 F franco de port.

Articles et reportages

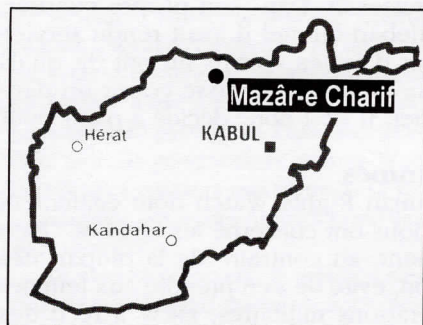
- **Exil, diaspora et changement social : le cas de l'Afghanistan**, Micheline Centlivres-Demont et Pierre Centlivres, in Islam et changement social, sous la direction de Mondher Kilani, Editions Payot, Lausanne, 1998.
- **Le dernier combat des Hazaras d'Afghanistan**, L'Humanité Hebdo, 1/10/98. (Des photos de l'armée du Wahdat, devant les grands Bouddhas, avant la prise de Bamyan).
- **Periodicity and intensity in the Afghan War**, par Larry P. Goodson ; **Afghanistan : a geopolitical study**, par Ijaz Khan, Central Asian Survey, vol. 17, n° 3, september 1998.
- **Un fondamentalisme sunnite en panne de projet politique**, Olivier Roy, Le Monde

diplomatique, octobre 1998.

- **Femmes fantômes de Kaboul**, Elisabeth Dréville, Le Courrier de l'UNESCO, octobre 1998. ("les nouveaux maîtres de Kaboul font régner l'apartheid sur 80% de l'Afghanistan. Une ségrégation fondée non pas sur la couleur de la peau mais sur le sexe").
- **La dernière prière des Hazaras**, photos de Pascal Maître sur Bamyan avec un commentaire d'Olivier Roy, *Evénement du Jeudi*, 17/9/98.
- **Iran et Afghanistan, deux intégrismes prêts à se sauter à la gorge**, A. Adler, Le Courrier international, 24/9.
- **Tâlebân : les enfants monstrueux de l'islamisme et... de la CIA**, M. Barry, *Evénement du Jeudi*, 3/09.
- **Afghans under the Tâlebân : weary wary and poor**, P. Constable, International Herald Tribune, 28/9.
- **A propos des chauves et du cheveu à Caboul et dans le Logar**, note de dialectologie afghane, Charles M. Kieffer, Journal Asiatique, 285.2 (1997) pp 38-409.
- **Les causes de la défaite de la politique iranienne en Afghanistan**, Abdolkarim Pakzad, revue Iran de l'institut culturel Avicenne. (L'auteur estime qu'en ne soutenant pas les efforts de l'ancien président Nadjibullah pour éviter la victoire des forces intégristes pro-pakistanaises l'Iran a laissé échapper une occasion unique d'empêcher la domination du Pakistan sur l'Afghanistan).
- **Afghanistan : remarques critiques sur les grilles d'analyse utilisées dans l'explication du conflit**, G. Dorronsoro, La lettre d'Asie centrale, n°7, printemps 1998.
- **Les habitants de la capitale afghane apprennent à composer avec les règles du pouvoir tâlebân ; Sectarisme religieux et drogue dans l'Afghanistan des Tâlebân**, F. Chipaux, Le Monde des 30/9 et 3/10.
- **Kaboul : les jeux du stade ; Kaboul, l'étouffoir ; Le songe d'Omar, le borgne ; Au ministère des vices et de la vertu ; Ayatollahs contre mollahs**, série d'articles de P. de Saint-Exupéry, Le Figaro, les 9, 13, 14, 19 octobre.
- **Avec Massoud**, par B.H. Lévy, Le Monde 13/10. Cet article a suscité une réplique :
- **BHL en Afghanistan ou Tintin au Congo**, par Gilles Dorronsoro, Le Monde 22/10, qui a suscité à son tour deux réactions :
- **Ce que je sais de l'Afghanistan**, par Olivier Roy, et **L'étrange leçon faite à BHL**, par Christophe de Ponfilly, Le Monde, 30/10.
- **Ben Laden : la traque**, par Chérif Ouazani, Jeune Afrique, 6/10.
- **A la recherche de Mollâ Omar**, Françoise Chipaux, Le Monde, 1er novembre.
- **Primakov, ou le retour de l'espion rapié-**

Témoignages sur les massacres de Mazâr-e Charif

Lors de la prise de Mazâr-e Charif en août, les Tâlebân se sont livrés à des massacres de grande envergure contre la population hazâra qui ont été révélés par Amnesty International dès le 3 septembre. Le fait que ces massacres faisaient suite à des exécutions de masses commises l'an dernier contre les combattants Tâlebân cette fois ne diminue en rien l'horreur de ces crimes. Commis à grande échelle pendant plusieurs jours, ils ont été perpétrés à l'évidence avec l'accord des chefs des Tâlebân. Ils ont même été probablement planifiés pour terroriser la population par des responsables qui ont déclaré par la suite que derrière chaque civil hazara se cachait un combattant potentiel. Jusqu'à présent l'accès de Mazâr-e Charif est resté fermé aux journalistes. Voici quelques témoignages.



“Cela fait une semaine que je suis arrivée à Quetta avec mes trois filles. Notre voyage a duré quinze jours. Mon mari avait quitté Mazâr-e Charif avant l'arrivée des Tâlebân. Je ne sais pas ce qu'il est devenu. L'arrivée des Tâlebân à Mazâr s'est faite de manière sauvage. Il y a eu des crimes et des tueries bien plus que nous pouvions imaginer. Les premiers jours, ils tuaient tous ceux qu'ils voyaient, les petits comme les grands, les vieux et les jeunes, les femmes et les hommes. Ensuite ils ne se sont plus occupés des femmes et des enfants. Ils faisaient sortir les hommes des maisons et leur coupaient la gorge au couteau ou bien les fusillaient. Cela a duré une semaine. Les tués étaient des Hazaras. Pendant une semaine des milliers de Tâlebân se sont livrés au massacre de milliers de personnes, jusqu'à ce que la ville de Mazâr et les villages environnants aient été nettoyés des hommes et des jeunes civils sans défense. Les forces

de Dostam, de Mohaqiq⁽¹⁾ et des autres avaient quitté la ville auparavant. Ceux qui sont tombés entre les mains des Tâlebân et ont été tués, parmi lesquels il y avait des boutiquiers et des manœuvres, on ne peut pas les compter. Je pense qu'ils étaient des milliers. Les rues, les ruelles, les terrains autour de la ville étaient pleines de corps. Les femmes couvertes de leur voile erraient à la recherche du corps de leur mari ou de leur fils afin de les enterrer. Mais pendant une semaine personne n'a eu l'autorisation de procéder à des enterrements. Les Tâlebân refusaient pour que les autres comprennent la leçon. Certains enterraient leurs morts dans la cour de leur maison, en cachette des Tâlebân.

La ville de Mazâr-e Charif sentait mauvais. On ne pouvait ni boire ni manger. Les enfants tombaient malades et avaient la fièvre. L'odeur des corps rendait malades les survivants. Les survivants essayaient de retrouver les corps de leurs proches. Pour certains c'était difficile, car partout on voyait des têtes sans corps et des corps sans tête. Les corps ne restaient pas intacts car les chiens les mangeaient. Après deux trois jours, il ne restait que les os. Les chiens de Mazâr-e Charif mangent maintenant les hommes”.

(Témoignage digne de foi recueilli par un collaborateur d'AFRANE, auprès d'une femme récemment arrivée à Quetta, Pakistan)

(1) L'un des chefs du parti Wahdat

période, insiste l'auteur, qu'interviennent en force de profonds bouleversements au sein de l'archéologie, non seulement techniques - la diffusion de la stratigraphie par exemple - mais aussi épistémologiques, avec l'accentuation sur les aspects civilisationnels vernaculaires, ou l'ouverture d'un champ d'étude accueillant d'autres disciplines des sciences sociales. A cette période interviennent aussi des transformations administratives - un interventionnisme plus visible du ministère des affaires étrangères, l'éclosion d'unités de recherche liées au CNRS - qui entérinent les orientations scientifiques nouvelles, ôtant l'archéologie du domaine de l'histoire de l'art pour la rattacher au champ des sciences sociales en plein essor. La DAFA est ainsi, tout au long de son histoire, au coeur d'un effervescent débat sur les méthodes et les objectifs de l'archéologie. L'évolution des méthodes et des réflexions, la rupture des structures traditionnelles des sciences sociales écrit en fait l'építaphe de la DAFA longtemps avant sa fermeture.

L'auteur met bien sûr le doigt sur les limites de la DAFA, outre que celle-ci est immergée dans les préoccupations intellectuelles et politiques de son temps : le manque permanent de moyens qui contredit les impératifs de découvertes prestigieuses dictés par la dimension diplomatique de la délégation, et le retard chronique des publications. Mais il insiste aussi sur la grande souplesse et la faculté d'adaptation de la DAFA qui a su gérer nombre de crises, et est parvenue à sauvegarder d'efficaces compromis pour le maintien de sa présence, et ce, de façon peut-être un peu gênante, longtemps après l'invasion soviétique. L'une des critiques que l'on peut admettre à ce travail par ailleurs remarquablement érudit, est qu'il en dit à la fois trop et pas assez sur les résultats des fouilles. Ce léger handicap a cependant pour conséquence bénéfique de donner envie de se plonger dans les mémoires de la DAFA. L'autre porte sur les silences qui entourent la fin de la délégation, concernant la présence des Soviétiques et la destruction des sites. Car il faut bien dire que les actes militaro-terroristes des uns et le fanatisme aveugle des autres a meurtri sans rémission les traces exhumées du passé de l'Afghanistan. Signalons cependant que le stupa de Gul Dara est resté intact identique à la photographie reproduite en page de couverture de l'ouvrage, comme j'ai pu le constater moi-même.

O. Tirard-Collet

Politique et archéologie - Histoire de la délégation archéologique française en Afghanistan (1922-1982), Françoise OLIVER-UTARD, Ministère des Affaires étrangères, Editions Recherche sur les civilisations, Paris, 1997, 423 pages.

Le conte et l'histoire de Malalāi

Nasrine Abou-Bakre Gross nous propose en guise de prologue à ce beau livre sur le lycée Malalāy un tableau quelque peu impressionniste et poétique de son contenu, imprégné d'un mélange de sensibilité, de nostalgie et de chagrin, qui ravive le souvenir d'un temps exquis perdu dans "la maison ténébreuse de la guerre".

Tout au début, dans une section intitulée "deux premiers mots", la rédactrice explique la nécessité de choisir un titre adapté au texte du livre qui relève plus du conte que de l'histoire. Il s'agit en fait d'"événements" sans appui historique mais basés néanmoins sur des faits réels vécus et racontés de mémoire par les auteurs des récits. Le livre porte donc comme titre un néologisme constitué par la juxtaposition paradoxale de deux mots signifiant le conte et l'histoire.

Le projet de livre a été conçu par hasard, lors d'une fête de retrouvailles aux Etats-Unis, en décembre 1995 (après trente-deux ans), d'une douzaine d'anciennes élèves de Malalāi, lycée francophone de Kaboul. Ensuite, quelque soixante questionnaires ont été préparés et envoyés aux anciennes élèves de Malalāi partout dans le monde, afin de recueillir des informations pertinentes sur la vie d'avant et d'après la sortie des élèves de l'école. Le but était de mettre en lumière l'importance de Malalāi en tant qu'institution scolaire, durant la scolarité de chaque élève, en la situant dans le cadre plus large de l'espace et du temps de la mémoire collective du pays.

Le livre est donc une biographie collective des élèves. Il est riche en événements scolaires racontés tels qu'elles les ont elles-mêmes vécus. (Les biographies de celles qui ne sont malheureusement plus parmi nous aujourd'hui, ont été écrites par leurs proches). Le volume de quelque 400 pages (douze sections, six chapitres et dix annexes) contient des centaines de lettres inédites couvrant la période allant de la naissance du lycée en 1939 jusqu'en 1996 quand Malalāi dut fermer ses portes. Tout en respectant les différences entre les récits, cette étude révèle un curieux leitmotiv : vivre en paix et se réconcilier avec les siens est possible.

L'objectif de la rédactrice était, tout d'abord, de décrire la joie et l'insouciance de sa propre vie d'élève, dans tous ses détails. Elle croit au pouvoir contagieux de la joie pour transcender le deuil national qui afflige le pays depuis ces vingt dernières années et pour y instaurer enfin la paix.

C'est ensuite qu'a pris naissance l'idée de repérer l'apport des Afghanes - les Malalāiennes - dans la formation du lycée

et d'étudier la contribution de ce dernier à la formation de la "future" femme afghane à partir de ses élèves, afin de situer Malalāi en tant qu'institution afghane réussie.

Le volume, bâti essentiellement à partir d'expériences de Malalāiennes, se situe à l'intersection entre la vie en Afghanistan avant-guerre et celle de la diaspora afghane. Il effectue une analyse sociale pointue entre les deux pôles de ce parcours mettant en lumière des thèmes fondamentaux comme la tradition familiale en voie de disparition, le développement culturel avec le passage d'une culture de réfugiée à une culture d'immigrée, l'affirmation et le développement social des immigrés, la culture d'immigration en regard de l'identité nationale, les sentiments négatifs d'isolement ressentis par les Afghans pendant les années de guerre. Dans la société d'avant-guerre, les liens familiaux et les coutumes traditionnelles constituaient le ciment des infrastructures de la communauté afghane. Il faut donc raffermir la conscience de l'identité nationale pour ensuite pouvoir accepter la nouvelle identité d'immigrée. L'analyse porte aussi sur les aspects positifs et négatifs de l'institution telle qu'elle fut afin de tracer des perspectives dans le cas d'un redémarrage du lycée Malalāi. Trois axes principaux peuvent être distingués : d'abord l'approche conceptuelle de la nature même de cette institution en tant que telle ; ensuite ce qu'elle pourrait devenir à l'avenir, enfin son utilité éventuelle comme instrument en faveur de la paix.

C'est la première fois qu'une étude de cette envergure a été rédigée en dari en vue de redonner aux réfugiées un élément constitutif de leur identité nationale. Par ailleurs, en fournissant des archives précieuses sur Malalāi cet ouvrage constituera une source de référence pour des travaux ultérieurs approfondis sur l'Afghanistan d'avant et d'après-guerre. En ce sens, c'est un travail inachevé et à poursuivre qui nous est proposé par Nasrine Abou-Bakre Gross, elle-même élève distinguée de Malalāi.

Cet ouvrage est admirablement présenté, avec de nombreuses photographies d'élèves, d'enseignants et d'employés. Il ne manque ni d'humour, ni de perspicacité, malgré un cadre d'analyse sociologique un peu lourd et parfois difficile à suivre.

Leila Reshtia Enayat-Seraj, écrivain
Ancienne fonctionnaire de l'ONU
à Genève

Qassarikh-e Malalāi yā Khaterāt-e awalin Lisa-ye Dokhtarān-e Afghānēstān, recueil en dari de récits sur Malalāi, premier lycée afghan de filles, rassemblés par Nasrine Abou-Bakre Gross, Impression Kabultec, Falls Church, VA 22042, Etats-Unis. Disponible au CEREDAF au prix de 180 F sans le port, 205 F port compris.

La vie d'une jeune Afghane sous le gouvernement des Tâlebân

Les difficultés des femmes de Kaboul ont été largement évoquées dans les médias. Mais cette lettre récente d'une jeune fille de 16 ans, qui se termine par une prière, montre que les femmes s'habitueront difficilement à leur nouvelle situation, d'où toute liberté et bannie.

Il est peut-être intéressant pour les gens qui habitent tout autour de la terre de connaître les conditions de vie des jeunes Afghanes. Je voulais, quand j'aurais fini le lycée, faire des études de médecine afin de devenir un médecin compétent et pouvoir ainsi me mettre au service de la population qui est pauvre et a souffert de la guerre. Mais que faire ? Les Tâlebân ont conquis mon pauvre Kaboul alors que je n'avais pas encore fini la classe de seconde, ont interdit à toutes les filles de Kaboul d'aller à l'école et les ont obligées de porter le tchâdari. Parfois je pense que les plus malheureux des habitants du monde, ce sont les Afghans.

Bon. Nous avons mis le tchâdari. Mais les Tâlebân ont continué de frapper les femmes et les filles. Grâce à Dieu, je n'ai pas encore été frappé. Ensuite, "pourquoi ne portez-vous pas de chaussettes ?". Nous avons donc porté des chaussettes. Et puis cela a été le port du pantalon, le port du *chalwâr*, le vernis à ongles etc. etc. Les femmes et les filles opprimées gémissent sous le fouet des Tâlebân. Comme les femmes et les filles, les hommes et les garçons afghans sont quasiment étouffés par les ordres des Tâlebân. Leur barbe doit être longue, ils doivent couper leurs cheveux, porter une calotte, ne pas s'habiller avec le pantalon européen etc...

Pensez un peu ! Un jeune afghan, que ce soit un garçon ou une fille n'a pas le droit de se coiffer à son gré. Les filles n'ont pas le droit de se mettre du vernis à ongles ou de ne pas porter de chaussettes. Quel est l'avenir des enfants du pays ? Une femme ou une fille afghane ne peut pas monter dans un taxi sans son tuteur masculin ; elle ne peut pas, même si elle est mourante, aller dans un autre hôpital que celui de Râbe Balkhi, qui a été réservé aux femmes. Un seul hôpital pour tout Kaboul. Et encore sans aucun moyen ! Pensez un peu, même si une femme est mourante, on ne l'examinera pas dans un autre hôpital. C'est cela aussi la vie des femmes et des filles afghanes.

Les portes de l'enseignement sont complètement fermées aux femmes. Il y a quelques temps quelques cours de couture et d'anglais avaient ouvert évidemment en cachette pour les filles dans notre secteur de Microrayon. Mais les Tâlebân les ont fermés. Les Nations unies avaient aussi ouvert des cours pour les filles à Microrayon 1, 3 et 4, mais les Tâlebân les ont aussi fermés et ont précipité les filles dans le noir et l'ignorance. Je ne sais pas quel sera notre avenir. Ce que j'ai appris à l'école, peut-être qu'au cours du temps je vais l'oublier, et de même pour toutes les écolières. Au fait, c'est vrai que les Tâlebân ont fait quelque chose de bien : ils ont fait monter les filles d'une classe, si bien que je suis en onzième. Je ne sais pas quand je passerai en douzième ? ! Bon, je me demande ce que cela donnera à la fin.

Les filles et les femmes afghanes ne peuvent pas regarder par la fenêtre. Si les Tâlebân les voient, ils battent leur père, leur frère ou leur mari. De même, écouter une cassette, voir un film vidéo est totalement interdit. Je ne sais pas ce que les Tâlebân veulent faire avec les Afghans. Peut-être veulent-ils que nous oublions ce qu'est la vraie vie ? ! Nous autres, pauvres malheureux, il ne nous reste plus qu'à prier et à attendre qu'un jour vienne où le tchâdari s'éloignera de nos têtes et où les portes de la connaissance s'ouvriront pour nous permettre d'utiliser nos acquisitions intellectuelles afin de reconstruire notre pays.

A vous qui me lisez, je demande de lever avec nous les mains afin de prier pour la liberté de toutes les filles afghanes. Salâm. ■

Une jeune afghane (juillet 1998)